



# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

## **AU 30 JUIN 2014**

<b>Chiffres clés consolidés .....</b>	<b>2</b>
<b>Faits marquants.....</b>	<b>3</b>
<b>États financiers consolidés résumés.....</b>	<b>4</b>
<b>Attestation du Responsable du rapport financier semestriel.....</b>	<b>43</b>
<b>Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.....</b>	<b>44</b>

## Chiffres clés consolidés

Au premier semestre 2014, les chiffres-clés du groupe Casino ont été les suivants :

Activités poursuivies (en millions d'euros)	S1 2013 - retraité <sup>(1)</sup>	S1 2014	Variation (%)	Variation organique <sup>(2)</sup>
Volume d'affaires commercial HT <sup>(3)</sup>	25 698	24 916	-3,0%	
Chiffre d'affaires consolidé HT	23 125	23 248	+0,5%	+6,1%
Marge commerciale	5 900	5 724	-3,0%	
EBITDA <sup>(4)</sup>	1 406	1 353	-3,8%	+9,1%
Dotations aux amortissements nettes	(473)	(473)	0%	
Résultat opérationnel courant (ROC)	933	880	-5,7%	+13,5%
Autres produits et charges opérationnels	533	(174)		
Résultat financier, dont :	(341)	(279)	+18,0%	
Coût de l'endettement financier net	(310)	(311)		
Autres produits et charges financiers	(31)	32		
Résultat avant impôts	1 126	427		
Impôts sur les bénéfices	(273)	(149)		
Quote-part de résultats des entreprises associées	19	30		
Résultat net des activités poursuivies	872	307	-64,7%	
dont part du Groupe	595	76	-87,3%	
dont intérêts minoritaires	277	232	-16,3%	
Résultat net de l'ensemble consolidé	872	307	-64,7%	
dont part du Groupe	595	75	-87,3%	
dont intérêts minoritaires	277	232	-16,3%	
Résultat net normalisé, Part du Groupe <sup>(5)</sup>	193	176	-9,0%	

(1) Les commentaires du Rapport Financier semestriels sont réalisés en comparaison au S1 2013 retraité. Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de la norme IFRS 11 ainsi qu'aux modifications portant principalement sur la détermination de la juste valeur des actifs et des passifs acquis de Monoprix.

(2) A périmètre comparable, taux de change constants et hors impact des cessions immobilières (OPCI).

(3) Le volume d'affaires commercial HT totalise le chiffre d'affaires, pris à 100%, des sociétés qui entrent dans le périmètre de consolidation du Groupe dont, notamment, les sociétés mises en équivalence. Il intègre également le chiffre d'affaires réalisé sous enseigne par l'activité franchise ainsi que le CA réalisé sur la marketplace par le Ecommerce.

(4) EBITDA = ROC + dotations nettes aux amortissements opérationnels courants

(5) Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies, corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels et des effets des éléments financiers non récurrents, ainsi que des produits et charges d'impôts non récurrents (cf. annexe).

## Faits marquants

---

- Le **15 janvier 2014**, le Groupe a annoncé le lancement de trois nouveaux sites sous la marque Cdiscount, en Thaïlande, au Vietnam et en Colombie. Ces activités viendront en complément des sites déjà existants dans ses filiales internationales et permettront ainsi de construire à terme une position forte sur des marchés où l'e-commerce amorçe sa croissance.
- Le **10 février 2014**, Éxito, filiale de Casino, a annoncé la signature d'un contrat d'acquisition et de gestion des 50 magasins de l'enseigne colombienne Super Inter. Éxito fera l'acquisition de 19 magasins en 2014 et conclura un contrat de location-gérance sur les 31 magasins restants, sur lesquels Éxito dispose d'une option d'achat exerçable en 2015. Super Inter est une chaîne indépendante implantée dans la région de Cali et la région du Café. Cette opération permet à Éxito de consolider son statut de leader de la grande distribution en Colombie. Elle constitue également un relais de croissance pour Éxito sur le format discount en fort développement, au travers d'une enseigne complémentaire à Surtimax. La transaction sera financée par la trésorerie d'Éxito et aura un impact positif sur le résultat net d'Éxito dès la première année. La finalisation de la transaction reste conditionnée à l'approbation des autorités de la concurrence colombiennes.
- Le **28 février 2014**, Casino a réussi une offre de rachat obligataire lancée le 21 février 2014, permettant ainsi au Groupe de racheter respectivement pour 214 millions d'euros et 336 millions d'euros des obligations de maturité avril 2016 et février 2017. Ce rachat, associé à l'émission obligataire de 900 millions d'euros d'une maturité de 10 ans placée le vendredi 21 février, permet d'allonger la maturité moyenne de la dette obligataire de Casino de 4,8 années à fin décembre 2013 à 5,4 années à la date d'opération.
- Le **28 février 2014**, Casino a également annoncé la signature d'une ligne de crédit confirmée à 5 ans pour un montant de 1,2 milliard d'euros auprès d'un groupe de 18 banques. Cette opération permet de renforcer la liquidité du Groupe et d'étendre la maturité moyenne des lignes confirmées de Casino de 2,6 années à fin décembre 2013 à 4,3 années à la date d'opération.
- Le **4 avril 2014**, Casino a acquis 8 907 123 actions préférentielles de la société GPA après exercice d'une option d'achat souscrite en juillet 2012. A l'issue de cette opération, la quote-part d'intérêt de Casino au capital de GPA est portée à 41,4% contre 38% précédemment, sans modification de l'exposition économique totale de 46,5% (qui tient compte des autres instruments dérivés).
- Le **6 mai 2014**, le Groupe Casino a annoncé un projet de création d'un pôle d'activité e-commerce comprenant les sites Cdiscount en France, en Colombie et en Asie ainsi que ceux de Nova au Brésil (société détenue conjointement par GPA et Via Varejo). Cette opération donnerait naissance à un acteur spécialisé de référence à l'échelle mondiale, avec un volume d'affaires combiné de 4,1 milliards de dollars US en 2013.
- Le **4 juin 2014**, Les Groupes Casino et Bolloré annoncent la conclusion d'un partenariat stratégique ayant pour objectif le développement d'une activité e-commerce en Afrique. Cdiscount Afrique et Bolloré Africa Logistics vont créer une société commune, qui s'appuiera sur leurs atouts respectifs : l'expertise du leader du e-commerce en France et les compétences du leader de la logistique en Afrique. Un premier site à la marque Cdiscount devrait être lancé, dès cet été, en Côte d'Ivoire.
- Le **4 juin 2014**, les conseils d'administration de Casino, CBD, Via Varejo et Exito ont approuvé les principales modalités de la création d'un pôle e-commerce de référence à l'échelle mondiale et la constitution de la nouvelle entité Cnova. Une demande d'enregistrement a été déposée en vue d'une cotation éventuelle sur le marché américain.
- Le **30 juin 2014**, Le Groupe Casino a signé, avec les Coopérateurs de Normandie-Picardie et Mutant Distribution une promesse d'achat portant sur l'acquisition de 63 magasins exploités sous enseignes « Mutant Express, Point Coop, C. Express et Le Mutant », en contrepartie d'un engagement d'exclusivité.

# Rapport d'activité

Les commentaires du Rapport Financier semestriels sont réalisés en comparaison au S1 2013 retraité. Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de la norme IFRS 11 ainsi qu'aux modifications portant principalement sur la détermination de la juste valeur des actifs et des passifs acquis de Monoprix.

En comparaison d'un semestre sur l'autre, les monnaies des pays dans lesquels le Groupe opère se sont dépréciées de façon significative face à l'euro (dépréciation moyenne de -15,3 % pour le real brésilien, -10,7 % pour le peso colombien et -12,1 % pour le bath thaïlandais). A taux de changes constants, les principaux agrégats du compte de résultat consolidé auraient évolué comme suit :

Activités poursuivies (en M€)	1 <sup>er</sup> sem. 2013 retraité	1 <sup>er</sup> sem. 2013 publié <sup>(1)</sup>	1 <sup>er</sup> sem. 2014	1 <sup>er</sup> sem. 2014 à TCC <sup>(2)</sup>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>23 125</b>	<b>23 703</b>	<b>23 248</b>	<b>25 529</b>
<b>EBITDA</b>	<b>1 406</b>	<b>1 381</b>	<b>1 353</b>	<b>1 519</b>
<b>ROC</b>	<b>933</b>	<b>894</b>	<b>880</b>	<b>1 008</b>
<b>Résultat Net normalisé, Part du Groupe</b>	<b>193</b>	<b>193</b>	<b>176</b>	<b>204</b>

<sup>(1)</sup> CA, EBITDA et ROC hors Mercialys, société mise en équivalence à compter du S2 2013

<sup>(2)</sup> A taux de change constant

- Le 1<sup>er</sup> semestre 2014 est caractérisé par l'excellente performance opérationnelle des filiales internationales et, en France, par la résistance opérationnelle des enseignes dans un contexte d'investissements en prix significatifs.
  - En France, le semestre a été marqué par la bonne tenue opérationnelle des enseignes Casino, Monoprix et Franprix, par le redressement des hypermarchés et par les investissements prix chez Leader Price qui ont permis de repositionner cette enseigne parmi les moins chères du marché.
  - Au Brésil, la prise de contrôle managériale se traduit par de bonnes performances opérationnelles, en développement de l'activité comme en rentabilité.
  - Le pôle e-commerce a connu de très bonnes performances sur le semestre. Un projet de cotation de cette activité (Cnova) a été annoncé par le Groupe.
- Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est en hausse de +0,5% bénéficiant d'une amélioration séquentielle en France au deuxième trimestre et de l'excellente performance de l'ensemble des filiales internationales. Les variations de périmètre ont contribué positivement à hauteur de +4,3%. Les variations de changes ont eu un effet négatif de -9,9%, principalement lié à la dépréciation du real brésilien.
- La croissance des ventes en organique hors essence et calendaire s'élève à +6,7% :
  - En France, les ventes sont en repli de -1,2% en organique hors essence et calendaire, sous l'effet des baisses de prix chez Géant et Leader Price. Le semestre a été marqué par le retour à la croissance chez Géant avec un redressement des volumes non-alimentaire. Quant à Leader Price, une amélioration du trafic est à noter en fin de semestre. L'activité e-commerce affiche de très bonnes performances.
  - A l'International, les ventes bénéficient d'une croissance organique hors essence et hors calendaire toujours soutenue (+11,5%), tirée par l'Amérique Latine qui enregistre une très forte croissance organique de +12,2% hors essence (+12,5% hors calendaire) grâce aux bonnes performances des magasins comparables et à l'expansion de GPA au Brésil.

- Le résultat opérationnel courant augmente de +13,5% en organique (-5,7% au total) sous l'effet des investissements prix réalisés et du change à l'étranger. Les activités internationales représentent désormais 83% du résultat opérationnel courant (contre 76% au premier semestre 2013).
  - Le ROC du segment France Retail<sup>1</sup> est stable par rapport au 1er semestre 2013 (hors Mercialis).
  - Le ROC du segment Latam Retail<sup>2</sup> progresse de +18,3% en organique (-0,7% au total), tirées par les bonnes performances des enseignes GPA
  - Le ROC du segment Latam Electronics<sup>3</sup> est en hausse +34,3% en organique (+13,3% au total)
  - Le ROC du segment Asie<sup>4</sup> affiche une hausse de +6,0% en organique (-6,2% au total) dans un contexte politique et macro-économique difficile en Thaïlande
  - Le ROC du segment E-commerce<sup>5</sup> progresse de +13,0% (-0,5% en organique)
- La marge opérationnelle courante est en léger retrait à +3,8% (-25bp) mais en amélioration en organique à +26bp
  - La marge opérationnelle courante du segment France Retail est en recul à +1,8% (-18bp)
  - La marge opérationnelle courante du segment Latam Retail s'améliore à +4,7% (+21bp)
  - La marge opérationnelle courante du segment Electronics progresse à +7,9% (+160bp)
  - La marge opérationnelle courante du segment Asie est en hausse à +6,3% (+8bp)
  - La marge opérationnelle courante E-Commerce est en hausse à -0,6% (+10bp)

---

<sup>1</sup> Le périmètre France Retail intègre les enseignes Casino, Monoprix, Franprix-Leader Price et Vindémia.

<sup>2</sup> Le périmètre Latam Retail intègre les enseignes des groupes GPA - enseignes alimentaires, Exito et Libertad.

<sup>3</sup> Le périmètre Latam Electronics intègre les enseignes du Groupe Viavarejo : Casas Bahia et Ponto Frio.

<sup>4</sup> Le périmètre Asie intègre les enseignes des groupes Big C Thaïlande et Big C Vietnam.

<sup>5</sup> Le périmètre E-commerce intègre Cdiscount, ses sites verticaux et internationaux lancés à l'international au cours du premier semestre ainsi que Nova Pontocom au Brésil.

**FRANCE**  
**(43% du chiffre d'affaires HT)**

<i>en millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> sem. 2013	1 <sup>er</sup> sem. 2014	Variation (%)
<b>Chiffre d'affaires HT France</b>	<b>9 077</b>	<b>9 927</b>	<b>+9,4%</b>
Casino	5 887	5 773	-1,9%
Monoprix	1 013	2 020	+99,3%
Franprix-Leader Price	2 176	2 133	-2,0%
<b>Chiffres d'affaires HT France Retail</b>	<b>8 398</b>	<b>9 248</b>	<b>+10,1%</b>
<b>Résultat opérationnel courant (ROC) France Retail</b>	<b>165</b>	<b>165</b>	<b>0%</b>

Le **chiffre d'affaires** des activités françaises s'est élevé à 9 927 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2014 contre 9 077 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013, en hausse de +9,4%, sous l'effet notamment de la consolidation en intégration globale de Monoprix à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013. En organique hors essence et hors calendaire, les ventes sont en recul de -1,3%.

Le **résultat opérationnel courant** de l'activité Retail s'établit à 165 millions d'euros, stable par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2013 retraité malgré des investissements prix chez Leader Price. La marge opérationnelle courante est en léger retrait à 1,8% au 1<sup>er</sup> semestre 2014.

Par format, on notera les points suivants sur le semestre :

- Les ventes de **Franprix-Leader Price** affichent une baisse de -2,0% sur le semestre à 2 133 millions d'euros (contre 2 176 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013).
  - Les ventes de **Leader Price** sont en baisse de -1,8% compte tenu des baisses de prix réalisées depuis fin 2013. Les volumes se sont inscrits en amélioration séquentielle au cours du trimestre et la fréquentation client est devenue positive en juin.
  - **Franprix** finalise le déploiement de sa carte de fidélité sur l'ensemble du parc et poursuit son expansion avec des effets attendus au second semestre.
- **Monoprix** affiche une croissance totale de +99,3% (notamment sous l'effet de la prise de contrôle exclusif à compter du T2 2013) et des ventes organiques hors essence et hors calendaire à -0,3% en dépit de la modification des horaires d'ouvertures en soirée de certains magasins. Les volumes alimentaires restent sur une tendance satisfaisante et le textile enregistre de bonnes performances. Le rythme d'expansion reste soutenu autour de ses différents formats (Naturalia, Monop).
- **Casino**
  - Chez **Géant**, le chiffre d'affaires organique hors essence et calendaire est en hausse à +0,5% au S1 2014 compte tenu du nouveau positionnement tarifaire désormais très compétitif. Le trafic et les volumes sont en amélioration confirmant la stratégie de baisse des prix. De nombreuses initiatives commerciales ont également contribué à la redynamisation de l'enseigne (ventes par quantité, offre textile à petit prix,...)
  - Les **Supermarchés Casino** affichent un chiffre d'affaires en recul de -2,7%, impacté par des investissements prix. L'expansion se poursuit avec l'ouverture de 6 magasins au premier semestre dont 2 intégrés.
  - La **Proximité** affiche des ventes en recul de -5,1% mais en amélioration séquentielle entre le premier et le second trimestre. L'enseigne poursuit avec succès les ouvertures de

magasins franchisés tout en améliorant la compétitivité de ses réseaux de franchisés Vival et Spar grâce à des investissements tarifaires. Sur les magasins intégrés, tant les transformations de magasins aux nouveaux formats que la rénovation de certains magasins se poursuivent avec de très bons résultats commerciaux.

**INTERNATIONAL**  
**(57% du chiffre d'affaires HT)**

<i>en millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> sem. 2013	1 <sup>er</sup> sem. 2014	Variation (%)
Chiffre d'affaires HT	14 048	13 321	-5,2%

Les ventes de l'International enregistrent une baisse de -5,2%.

L'évolution des taux de change a eu un impact défavorable, résultant principalement de la dépréciation du real brésilien par rapport à l'euro.

Hors effets de change et de périmètre, la **croissance organique** hors essence et hors calendrier de l'International est très soutenue à +11,5%.

La contribution de l'International a représenté, au 1<sup>er</sup> semestre, 57% du chiffre d'affaires.

**Latam Retail**

*Brésil*

*Colombie*

*Argentine*

*Uruguay*

<i>en millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> sem. 2013	1 <sup>er</sup> sem. 2014	Variation (%)
Chiffre d'affaires	7 703	7 305	-5,2%
Résultat opérationnel courant	344	342	-0,7%
<i>Marge opérationnelle courante</i>	4,5%	4,7%	

Le **ROC Latam Retail** progresse de +18,3% en organique (-0,7% au total) sous l'effet des bonnes performances au Brésil des enseignes Pao de Acucar, Minimercado et Extra SM. Sur son format de proximité, l'enseigne a maintenu son rythme d'expansion soutenu sur ce format très porteur (22 magasins de proximité ouverts au cours du semestre). Chez Assai, la rentabilité est maintenue stable malgré la poursuite de l'expansion (3 ouvertures sur le semestre).

La marge d'Exitto en Colombie est stable, soutenue par le dynamisme du chiffre d'affaires et par la bonne gestion de la marge commerciale. En Uruguay, le niveau de rentabilité élevé se maintient.

La contribution de ce segment au Résultat Opérationnel est impactée par l'effet négatif du change.

## Latam Electronics

### Viavarejo

<i>en millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> sem. 2013	1 <sup>er</sup> sem. 2014	Variation (%)
Chiffre d'affaires	3 843	3 477	-9,5%
Résultat opérationnel courant	244	276	13,3%
Marge opérationnelle courante	6,3%	7,9%	

Le **ROC Latam Electronics** progresse de façon significative et compense l'effet de change négatif. Viavarejo bénéficie de bonnes ventes ainsi que du renforcement de la maîtrise de ses coûts de structure. Sur le semestre, l'expansion a été soutenue avec l'ouverture de 14 Casas Bahia.

## Asie

### Thaïlande

### Vietnam

<i>en millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> sem. 2013	1 <sup>er</sup> sem. 2014	Variation (%)
Chiffre d'affaires	1 828	1 692	-7,4%
Résultat opérationnel courant	114	107	-6,2%
Marge opérationnelle courante	6,2%	6,3%	

Dans un contexte qui a pénalisé les ventes comparables en Thaïlande, les performances opérationnelles restent très satisfaisantes. En Thaïlande, la marge opérationnelle courante se maintient au 1<sup>er</sup> semestre 2014 grâce aux efforts portés sur la marge commerciale, à la maîtrise des coûts et à la contribution toujours solide des galeries adjacentes aux hypermarchés, sur lesquelles l'expansion se poursuit. Celle-ci reste dynamique sur les petits formats.

Au Vietnam, la marge opérationnelle progresse également au S1 2014, sous l'effet de la progression de la marge commerciale et de la très bonne maîtrise des coûts opérationnels.

La marge opérationnelle courante de l'Asie se maintient à un niveau élevé de 6,3%. La contribution de l'Asie au Résultat Opérationnel est impactée par un effet de change négatif.

## E-COMMERCE (Cdiscount et Nova Pontocom)

<i>en millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> sem. 2013	1 <sup>er</sup> sem. 2014	Variation (%)
Chiffre d'affaires	1 290	1 526	+18,3%
Résultat opérationnel courant	-9	-9	-0,5%
Marge opérationnelle courante	-0,7%	-0,6%	

Ce segment inclut l'activité de Cdiscount, de ses filiales lancées à l'international au cours du premier semestre ainsi que celle de Nova Pontocom, caractérisées au 1<sup>er</sup> semestre 2014 par :

- La forte croissance de l'activité de Cdiscount notamment liée au développement rapide de la marketplace
- Les très bonnes performances de l'ensemble des sites de Nova Pontocom

# Commentaires sur les comptes consolidés du Groupe

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

## Principales variations du périmètre de consolidation et effets associés

- L'exercice de l'option d'achat portant sur les actions préférentielles de GPA ;
- Sous-groupe Franprix – Leader Price : prise de contrôle de Mutant Distribution et prise de participation complémentaire de 49% dans le groupe Volta 10 ;
- L'acquisition de la totalité des intérêts ne donnant pas le contrôle de Monshowroom.

## Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires HT consolidé du 1<sup>er</sup> semestre 2014 s'est élevé à 23 248 millions d'euros, contre 23 125 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013, soit une hausse de +0,5%.

L'impact des variations de périmètre sur le chiffre d'affaires est positif de +4,3%, notamment sous l'effet de la consolidation en intégration globale de Monoprix à partir du 2<sup>e</sup> trimestre 2013.

L'impact change a été défavorable de -9.9%.

L'examen détaillé de l'évolution du chiffre d'affaires a été effectué plus haut dans les commentaires sur l'activité en France et sur les activités à l'international.

## Résultat opérationnel courant (ROC)

Le résultat opérationnel courant du premier semestre 2014 s'est élevé à 880 millions d'euros, en baisse de -5,7% par rapport au premier semestre 2013.

Les variations de périmètre ont eu un impact de -5,4% et les variations de change de -13,7%.

Retraité de l'ensemble de ces effets, le résultat opérationnel courant est en hausse de +13,5%.

L'examen détaillé de l'évolution du résultat opérationnel courant a été effectué plus haut dans les commentaires sur l'activité en France et sur les activités à l'international.

## Résultat opérationnel

Les **autres produits et charges opérationnels** font apparaître une charge nette de 174 millions d'euros au premier semestre 2014 contre un produit net de 533 millions d'euros au premier semestre 2013.

La charge nette de -174 millions d'euros au premier semestre 2014 concerne principalement :

- des provisions et charges pour restructuration pour 72 millions d'euros portant principalement sur Casino France (24 millions d'euros), le Brésil (18 millions d'euros) et Franprix-Leader Price (16 millions d'euros),
- des provisions et charges pour risques et litiges pour 36 millions d'euros, concernant essentiellement le Brésil (20 millions d'euros),
- des charges nettes liées à des opérations de périmètre pour 52 millions d'euros concernant principalement la France à hauteur de 31 millions d'euros.

Le produit net de 533 millions d'euros au premier semestre 2013 comprenait principalement :

- des produits nets liés à des opérations de périmètre pour 624 millions d'euros portant principalement sur l'effet de la déconsolidation de Mercialys à la suite de la perte de contrôle de Casino et sur la revalorisation de la quote-part antérieurement détenue dans Monoprix à la suite de la prise de contrôle exclusif par Casino;
- des provisions et charges pour risques, litiges et autres pour 83 millions d'euros (essentiellement chez GPA) ;

- des provisions et charges pour restructurations pour 41 millions d'euros portant principalement sur Casino France et GPA.

Après impact des autres produits et charges opérationnels, le **résultat opérationnel** s'établit à 706 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 1 466 millions d'euros au premier semestre 2013.

### Résultat avant impôt

Le **résultat avant impôt** s'élève à 427 millions d'euros au premier semestre 2014 (contre 1 126 millions d'euros au premier semestre 2013). Ce résultat tient compte du résultat financier de la période qui fait apparaître une charge nette de 279 millions d'euros (contre une charge nette de 341 millions d'euros au premier semestre 2013) et qui est composé :

- du coût de l'endettement financier net de 311 millions d'euros, stable par rapport au premier semestre 2013 (310 millions d'euros).
- des autres produits et charges financiers pour un produit net de 32 millions d'euros (contre une charge nette de 31 millions d'euros au premier semestre 2013).

### Résultat net, part du Groupe

L'**impôt sur les bénéfices** s'est élevé à 149 millions d'euros, représentant 35,04% du résultat avant impôt (contre 273 millions d'euros au premier semestre 2013). Après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents, le taux normatif d'impôts s'élève à 30,7% vs 28,6% en 2013.

La **quote-part de résultat des entreprises associées** représente un produit de 30 millions d'euros (contre un produit de 19 millions d'euros au premier semestre 2013).

Les **intérêts ne donnant pas le contrôle** se sont établis à 232 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 277 millions d'euros au premier semestre 2013. En 2014, après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents, les intérêts ne donnant pas le contrôle normalisé s'établissent à 259 millions d'euros contre 268 millions d'euros au premier semestre 2013.

En conséquence des éléments précédents, le **résultat net part du Groupe des activités poursuivies** s'est élevé à 76 millions d'euros au premier semestre 2014 (contre 595 millions d'euros au premier semestre 2013), principalement en raison des mouvements sur les autres produits et charges opérationnels.

Le **résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé** s'établit à 75 millions d'euros (contre 595 millions d'euros au premier semestre 2013).

Le **résultat net normalisé part du Groupe** des activités poursuivies ressort à 176 millions d'euros à fin juin 2014 contre 193 millions d'euros à fin juin 2013, en baisse de -9%. (cf annexe)

### Flux de Trésorerie

La **capacité d'autofinancement** est en hausse de +2,5% à 865 millions d'euros contre 844 millions d'euros au premier semestre 2013.

La **variation du BFR** est négative de -1 639 millions d'euros, contre -1 099 millions d'euros au premier semestre 2013.

Au premier semestre 2014, le Groupe a procédé à 693 millions d'euros d'**investissements courants** (contre -748 millions d'euros au premier semestre 2013), répartis sur la France et l'International.

L'incidence des variations de périmètre sur la trésorerie de la période a représenté -61 millions d'euros, contre -1 469 millions d'euros au premier semestre 2013 (lié principalement de la prise de contrôle de Monoprix).

### **Situation financière**

Au 30 juin 2014, la **dette financière nette** du Groupe s'est établie à 7 836 millions d'euros contre 8 931 millions d'euros au 30 juin 2013. La dette financière nette diminue au premier semestre 2014 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2013, compte tenu d'opérations majeures du Groupe au deuxième semestre 2013. Elle devrait diminuer au 2<sup>e</sup> semestre 2014, sous l'effet de la saisonnalité du free cash-flow, notamment liée au dégagement d'une ressource importante en fonds de roulement.

Les **capitaux propres** du Groupe s'élèvent à 15 803 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 14 378 millions d'euros au 30 juin 2013 et 15 425 millions d'euros au 31 décembre 2013.

En conséquence des évolutions mentionnées ci-dessus, le ratio de dette financière nette sur fonds propres s'améliore en passant à 49,6% au 30 juin 2014 (contre 62,1% au 30 juin 2013).

Le profil de la dette du Groupe s'est sensiblement amélioré notamment grâce à l'échange obligataire réalisé au 1<sup>er</sup> semestre 2014. Grâce à cette opération, la maturité moyenne de la dette obligataire du Groupe a été allongée à 5,4 années à fin juin 2014 (contre 4,8 années à fin 2013).

## **Perspectives et Conclusion**

Au 2ème semestre 2014, le groupe poursuivra sa stratégie visant à :

- Déployer les enseignes discount
- Renforcer le positionnement sur les formats premium
- Accélérer l'expansion en proximité
- Devenir un acteur majeur du e-commerce non-alimentaire.

Par ailleurs Le Groupe confirme ses objectifs pour 2014 :

- Le retour à une croissance organique positive du chiffre d'affaires en France
- La poursuite d'une forte croissance organique du chiffre d'affaires à l'international
- Une nouvelle progression organique du ROC
- La poursuite de l'amélioration de la structure financière.

## Annexe : Passage du résultat net publié au résultat net normalisé \*

\* Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies, corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels tels que définis dans la partie "Principes comptables" de l'annexe annuelle aux comptes consolidés et des effets des éléments financiers non récurrents, ainsi que des produits et charges d'impôts non récurrents. Les éléments financiers non récurrents regroupent certains instruments financiers constatés en résultat dont la juste valeur peut être très volatile. À titre d'exemple, les variations de juste valeur des instruments financiers non qualifiés de couverture et des dérivés incorporés sur le cours de l'action Casino sont ainsi retraitées du résultat net normalisé.

Les produits et charges d'impôts non récurrents correspondent aux effets d'impôt directement liés aux retraitements précédents ainsi que les effets directs d'impôt non récurrents. Ainsi la charge d'impôt rapportée au résultat normalisé avant impôt correspond au taux d'impôt moyen normatif du Groupe.

Cet agrégat permet de mesurer l'évolution du résultat récurrent des activités.

en millions d'euros	S1 2013 retraité	éléments retraités	S1 2013 normalisé	S1 2014 publié	éléments retraités	S1 2014 normalisé
Résultat opérationnel courant	933	0	933	880	0	880
Autres charges et produits opérationnels	533	(533)	0	(174)	174	0
Résultat opérationnel	1 466	(533)	933	706	174	880
Coût de l'endettement financier net	(310)	0	(310)	(311)	0	(311)
Autres produits et charges financiers <sup>(1)</sup>	(31)	27	(4)	32	(17)	15
Charge d'impôt <sup>(2)</sup>	(273)	95	(177)	(149)	(30)	(179)
Quote-part de résultat des entreprises associées	19	0	19	30	0	30
Résultat net des activités poursuivies	872	(410)	462	307	128	435
dont intérêts ne donnant pas le contrôle <sup>(3)</sup>	277	(9)	268	232	27	259
dont Part du Groupe	595	(402)	193	76	100	176

<sup>(1)</sup> Sont retraitées des autres produits et charges financiers, les effets d'actualisation monétaire des passifs fiscaux au Brésil (-13 M€ en 2013 et -13 M€ en 2014), ainsi que les variations de juste valeur des Total Return Swaps portant sur les actions GPA, Big C, des forwards et calls GPA (-15 M€ en 2013 et +29 M€ en 2014).

<sup>(2)</sup> Sont retraités de la charge d'impôt, les effets d'impôt correspondants aux éléments retraités ci-dessus, ainsi que les produits et charges d'impôts non récurrents.

<sup>(3)</sup> Sont retraités des intérêts ne donnant pas le contrôle les montants associés aux éléments retraités ci-dessus.

## États financiers consolidés résumés

Les tableaux suivants comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

### COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2014 et 2013

en millions d'euros	Notes	30 juin 2014	30 juin 2013 (*)
<b>ACTIVITES POURSUIVIES</b>			
Chiffre d'affaires, hors taxes	5.1	23 248	23 125
Coût d'achat complet des marchandises vendues		(17 524)	(17 225)
<b>Marge commerciale</b>		<b>5 724</b>	<b>5 900</b>
Autres revenus		187	105
Coûts des ventes	6.2	(4 254)	(4 192)
Frais généraux et administratifs	6.2	(777)	(880)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>5.1</b>	<b>880</b>	<b>933</b>
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		3,8	4,0
Autres produits opérationnels	7	98	805
Autres charges opérationnelles	7	(273)	(272)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>706</b>	<b>1 466</b>
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		3,0	6,3
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		92	87
Coût de l'endettement financier brut		(403)	(397)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	8.1	<b>(311)</b>	<b>(310)</b>
Autres produits financiers	8.2	93	83
Autres charges financières	8.2	(62)	(114)
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>427</b>	<b>1 126</b>
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		1,8	4,9
Charge d'impôt	9	(149)	(273)
Quote-part de résultat net des entreprises associées	11	30	19
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>307</b>	<b>872</b>
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		1,3	3,8
dont, part du Groupe		76	595
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		232	277
<b>ACTIVITES ABANDONNEES</b>			
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>		<b>(0)</b>	<b>(0)</b>
dont part du Groupe		(0)	(0)
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		0	0
<b>ENSEMBLE CONSOLIDE</b>			
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>307</b>	<b>872</b>
dont, part du Groupe		75	595
dont, intérêts ne donnant pas le contrôle		232	277

### Résultat par action

en euros	30 juin 2014	30 juin 2013 (*)
<b>Des activités poursuivies, part du Groupe</b>		
de base	0,52	5,20
dilué (**)	0,32	5,19
<b>De l'ensemble consolidé, part du Groupe</b>		
de base	0,52	5,19
dilué (**)	0,32	5,18

(\*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de la norme IFRS 11 (note 1.4.3) ainsi qu'aux modifications portant principalement sur la détermination de la juste valeur des actifs et des passifs acquis de Monoprix (note 3.4)

(\*\*) Conformément à IAS 33, le calcul du BNPA dilué prend en compte l'effet dilutif maximum lié aux ORA Monoprix émises le 27 décembre 2013. Le Groupe disposant d'une option d'achat sur ces ORA, cette dilution maximale représentant 0,20 euro par action serait ramenée à 0 en cas d'exercice de cette option

## ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2014 et 2013

en millions d'euros	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013 (*)
Résultat net de la période	307	872
<b>Eléments recyclables ultérieurement en résultat</b>	<b>812</b>	<b>(815)</b>
<i>Couvertures de flux de trésorerie</i>	7	4
<i>Couvertures d'investissement net dans une activité à l'étranger</i>	-	-
<i>Ecarts de conversion (**)</i>	806	(806)
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	(1)	2
<i>Quote-part des entreprises associées sur éléments recyclables</i>	2	(13)
<i>Effets d'impôt</i>	(2)	(2)
<b>Eléments non recyclables en résultat</b>	<b>(2)</b>	<b>(3)</b>
<i>Ecarts actuariels</i>	(3)	(5)
<i>Effets d'impôt</i>	1	2
<b>Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période, nets d'impôt</b>	<b>1 117</b>	<b>53</b>
Dont part du Groupe	310	256
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	808	(203)

(\*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de la norme IFRS 11 (note 1.4.3) ainsi qu'aux modifications portant sur la détermination de la juste valeur des actifs et des passifs acquis de Monoprix (note 3.4)

(\*\*) La variation positive du 1<sup>er</sup> semestre 2014 de 806 millions d'euros résulte principalement de l'appréciation de la monnaie brésilienne pour 731 millions d'euros et de la monnaie colombienne à hauteur 85 millions d'euros  
La variation négative du 1<sup>er</sup> semestre 2013 de 806 millions d'euros résultait principalement de la dépréciation de la monnaie brésilienne pour 579 millions d'euros et de la monnaie colombienne à hauteur de 207 millions d'euros

## BILAN CONSOLIDE

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2014 et les situations au 1<sup>er</sup> janvier et 31 décembre 2013

<b>ACTIFS</b> en millions d'euros	Notes	30 juin 2014	31 décembre 2013 (*)	1er janvier 2013 (*)
Goodwill	10	11 177	10 728	9 918
Immobilisations incorporelles	10	4 430	4 208	3 815
Immobilisations corporelles	10	9 708	9 295	8 031
Immeubles de placement	10	607	555	535
Participations dans les entreprises associées	11	908	941	1 464
Autres actifs non courants		1 912	1 588	1 982
Actifs d'impôts différés		589	420	856
<b>Actifs non courants</b>		<b>29 331</b>	<b>27 737</b>	<b>26 601</b>
Stocks		5 001	4 640	4 506
Créances clients		1 490	1 493	1 687
Autres actifs courants		1 699	1 646	1 639
Créances d'impôts courants		108	75	43
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	3 972	5 300	6 135
Actifs détenus en vue de la vente	13	42	92	1 461
<b>Actifs courants</b>		<b>12 312</b>	<b>13 246</b>	<b>15 471</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>		<b>41 643</b>	<b>40 983</b>	<b>42 072</b>
<b>PASSIFS</b> en millions d'euros				
Capital social	14.1	173	173	172
Primes, titres auto-détenus et autres réserves		7 415	7 502	7 335
<b>Capitaux propres – part du Groupe</b>		<b>7 588</b>	<b>7 675</b>	<b>7 507</b>
<b>intérêts ne donnant pas le contrôle</b>	14.2	<b>8 215</b>	<b>7 750</b>	<b>7 693</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>15 803</b>	<b>15 425</b>	<b>15 200</b>
Provisions non courantes	16	1 098	963	938
Passifs financiers non courants	17	8 051	8 515	9 393
Autres dettes non courantes		681	603	896
Passifs d'impôts différés		1 446	1 402	1 289
<b>Passifs non courants</b>		<b>11 276</b>	<b>11 483</b>	<b>12 515</b>
Provisions courantes	16	194	214	272
Dettes fournisseurs		6 230	6 982	6 343
Passifs financiers courants	17	4 076	2 577	2 476
Dettes d'impôts exigibles		94	146	113
Autres dettes courantes		3 972	4 155	4 057
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente		-	-	1 095
<b>Passifs courants</b>		<b>14 565</b>	<b>14 074</b>	<b>14 356</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>41 643</b>	<b>40 983</b>	<b>42 072</b>

(\*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de la norme IFRS 11 (note 1.4.3). Les comptes au 31 décembre 2013 ont également été retraités suite aux modifications portant essentiellement sur la détermination de la juste valeur des actifs et des passifs acquis de Monoprix (note 3.4)

## TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2014 et 2013

en millions d'euros	30 juin 2014	30 juin 2013 (*)
Résultat net, part du Groupe	75	595
Intérêts ne donnant pas le contrôle	232	277
<b>Résultat de l'ensemble consolidé</b>	<b>307</b>	<b>872</b>
Dotations aux amortissements et provisions	513	547
Pertes / (gains) latents liés aux variations de juste valeur	(29)	101
Charges / (produits) calculés liés aux stocks options et assimilés	10	12
Autres charges / (produits) calculés	49	16
Résultats sur cessions d'actifs	7	(52)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêt de filiales avec prise / perte de contrôle ou de participations ne donnant pas le contrôle	-	(689)
Quote-part de résultat des entreprises associées	(30)	(19)
Dividendes reçus des entreprises associées	38	57
<b>Capacité d'Autofinancement (CAF)</b>	<b>865</b>	<b>844</b>
Coût de l'endettement financier net (hors variation de juste valeur)	306	313
Charge d'impôt (y compris différé)	149	273
Impôts versés	(232)	(193)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (note 4.1)	(1 639)	(1 099)
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>	<b>(550)</b>	<b>138</b>
Décassements liés aux acquisitions :		
▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	(693)	(747)
▪ d'actifs financiers non courants	(8)	(68)
Encaissements liés aux cessions :		
▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	19	156
▪ d'actifs financiers non courants	-	23
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle (note 4.2)	(58)	(2 003)
Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre en lien avec des entreprises associées	-	-
Variation des prêts et avances consentis	22	1
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(719)</b>	<b>(2 637)</b>
Dividendes versés (note 15) :		
▪ aux actionnaires de la société mère	(353)	(338)
▪ aux intérêts ne donnant pas le contrôle	(80)	(75)
▪ aux porteurs de TSSDI	(19)	(9)
Augmentation et diminution de capital de la société mère	4	9
Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle (note 4.3)	(344)	(68)
Cessions / (acquisitions) de titres auto-détenus	(4)	(36)
Emission d'instruments de capitaux propres	-	-
Augmentations emprunts et dettes financières	1 872	1 903
Diminutions emprunts et dettes financières	(1 023)	(1 678)
Intérêts financiers nets versés	(387)	(360)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(335)</b>	<b>(651)</b>
<b>Incidence des variations monétaires sur la trésorerie</b>	<b>216</b>	<b>(188)</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>(1 388)</b>	<b>(3 338)</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie nets d'ouverture	5 110	6 102
▪ trésorerie et équivalent de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente	-	(204)
<b>Trésorerie nette d'ouverture présentée au bilan (note 12)</b>	<b>5 110</b>	<b>5 898</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie nets de clôture	3 721	2 764
▪ trésorerie et équivalent de trésorerie nets des activités détenues en vue de la vente	-	-
<b>Trésorerie nette de clôture présentée au bilan (note 12)</b>	<b>3 721</b>	<b>2 764</b>

(\*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de la norme IFRS 11 (note 1.4.3) ainsi qu'aux modifications portant principalement sur la détermination de la juste valeur des actifs et des passifs acquis de Monoprix (note 3.4)

## Etat de variation des capitaux propres consolidés

en millions d'euros	Capital	Réserves liées au capital (1)	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	TSSDI	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecart de conversion	Ecart actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres Part du Groupe (2)	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2013 (*)</b>	<b>172</b>	<b>4 075</b>	<b>(4)</b>	<b>2 647</b>	<b>600</b>	<b>(2)</b>	<b>(31)</b>	<b>71</b>	<b>(39)</b>	<b>17</b>	<b>7 507</b>	<b>7 693</b>	<b>15 200</b>
Autres éléments du résultat global au titre de la période	-	-	-	-	-	2	-	(339)	(3)	1	(339)	(480)	(819)
Résultat net de la période	-	-	-	595	-	-	-	-	-	-	595	277	872
<b>Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>595</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>(339)</b>	<b>(3)</b>	<b>1</b>	<b>256</b>	<b>(203)</b>	<b>53</b>
Opérations sur capital	1	9	-	-	-	-	-	-	-	-	9	-	9
Opérations sur titres auto-détenus (3)	-	-	(32)	(3)	-	-	-	-	-	-	(35)	-	(35)
Dividendes versés (4)	-	-	-	(338)	-	-	-	-	-	-	(338)	(68)	(406)
Dividendes à verser aux porteurs de TSSDI et aux intérêts ne donnant pas le contrôle de GPA (5)	-	-	-	(10)	-	-	-	-	-	-	(10)	-	(10)
Paiements en actions	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	3	-	3
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (6)	-	-	-	(90)	-	-	-	-	-	-	(90)	2	(88)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales (7)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(358)	(358)
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	8
<b>Au 30 juin 2013 (*)</b>	<b>173</b>	<b>4 084</b>	<b>(36)</b>	<b>2 805</b>	<b>600</b>	<b>1</b>	<b>(31)</b>	<b>(268)</b>	<b>(42)</b>	<b>19</b>	<b>7 303</b>	<b>7 074</b>	<b>14 378</b>

en millions d'euros	Capital	Réserves liées au capital (1)	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	TSSDI	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecart de conversion	Ecart actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres Part du Groupe (2)	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2014 (*)</b>	<b>173</b>	<b>4 088</b>	<b>(1)</b>	<b>2 886</b>	<b>1 350</b>	<b>(6)</b>	<b>(31)</b>	<b>(773)</b>	<b>(30)</b>	<b>19</b>	<b>7 675</b>	<b>7 750</b>	<b>15 425</b>
Autres éléments du résultat global au titre de la période	-	-	-	-	-	5	-	233	(2)	(1)	234	576	810
Résultat net de la période	-	-	-	75	-	-	-	-	-	-	75	232	307
<b>Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>75</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>233</b>	<b>(2)</b>	<b>(1)</b>	<b>310</b>	<b>808</b>	<b>1 117</b>
Opérations sur capital	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4
Opérations sur titres auto-détenus (3)	-	-	-	(3)	-	-	-	-	-	-	(2)	-	(2)
Dividendes versés (4)	-	-	-	(353)	-	-	-	-	-	-	(353)	(71)	(424)
Dividendes à verser aux porteurs de TSSDI (5)	-	-	-	(26)	-	-	-	-	-	-	(26)	-	(26)
Paiements en actions	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	2	8	10
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (8)	-	-	-	(21)	-	-	-	-	-	-	(21)	(280)	(301)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Au 30 juin 2014</b>	<b>173</b>	<b>4 091</b>	<b>-</b>	<b>2 561</b>	<b>1 350</b>	<b>(1)</b>	<b>(31)</b>	<b>(541)</b>	<b>(33)</b>	<b>19</b>	<b>7 588</b>	<b>8 215</b>	<b>15 803</b>

(\*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de la norme IFRS 11 (note 1.4.3). Les comptes au 31 décembre 2013 ont également été retraités suite aux modifications portant principalement sur la détermination de la juste valeur des actifs et des passifs acquis de Monoprix (note 3.4)

(1) Réserves liées au capital = primes d'émissions, prime d'apport, primes de fusions, réserves légales

(2) Attribuable aux actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon

(3) Correspond aux mouvements d'actions propres au cours de la période dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale et du contrat de liquidité

(4) Les dividendes versés correspondent à la distribution annuelle de Casino, Guichard Perrachon au titre des exercices 2012 et 2013 pour respectivement 338 et 353 millions d'euros (note 15). Les dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014 concernent les entités Exito et Big C Thaïlande à hauteur respectivement de 41 et 20 millions d'euros (au 30 juin 2013 : respectivement 43 et 19 millions d'euros)

(5) Voir note 15 pour la distribution aux porteurs de TSSDI

(6) Correspond principalement à la variation du put et à la variation de la quote-part des intérêts ne donnant pas le contrôle de GPA pour un montant global de -51 millions d'euros et aux opérations de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle liés à des masters franchisés de Franprix – Leader Price pour -43 millions d'euros

(7) Correspond principalement à la sortie des intérêts ne donnant pas le contrôle pour 351 millions d'euros suite à la perte de contrôle de Mercialis

(8) L'incidence négative de 301 millions d'euros résulte principalement de l'exercice de l'option d'achat et de l'exercice des stocks options GPA pour un montant global de -309 millions d'euros (dont part du groupe pour -22 millions d'euros) (note 3.1)

**GROUPE CASINO**  
**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES**  
**Période de six mois close au 30 juin 2014**

**Informations relatives au Groupe Casino, Guichard-Perrachon**

Casino, Guichard-Perrachon est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment A. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Casino ». Le siège social de la société est situé à Saint-Etienne 1, Esplanade de France – 42008 Saint-Etienne.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2014 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les co-entreprises et les entreprises associées.

En date du 28 juillet 2014, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés résumés de Casino, Guichard-Perrachon pour le semestre se terminant le 30 juin 2014.

**Note 1 Base de préparation des états financiers et méthodes comptables**

**1.1 Déclaration de conformité**

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Casino sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2014.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)).

**1.2 Base de préparation**

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2013.

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère du Groupe. Les tableaux, présentés en millions d'euros, comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 sont disponibles sur demande au siège social de la société ou sur le site internet [www.groupe-casino.fr](http://www.groupe-casino.fr).

## 1.3 Méthodes comptables

### 1.3.1 Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne à partir de l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2014

Le Groupe a appliqué les normes, amendements et interprétations suivants au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

- IFRS 10 – Etats financiers et IAS 27 révisée – États financiers individuels :  
*IFRS 10 remplace l'ancienne norme IAS 27 États financiers consolidés et individuels et l'ancienne interprétation SIC 12 – Consolidation - entités ad hoc. Ce texte introduit une nouvelle définition du contrôle reposant sur le pouvoir, l'exposition (et les droits) à des rendements variables et la capacité d'exercer ce pouvoir afin d'influer sur les rendements ;*
- IFRS 11 – Partenariats et IAS 28 révisée – Participations dans les entreprises associées et coentreprises :  
*IFRS 11 et IAS 28 révisée remplacent les normes IAS 31 – Participations dans des coentreprises et IAS 28 – Participations dans des entreprises associées, ainsi que l'interprétation SIC 13 – Entités contrôlées en commun – apports non monétaires par des coentrepreneurs. La définition du contrôle conjoint repose sur l'existence d'un accord contractuel et le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Ces textes prévoient essentiellement deux traitements comptables distincts, puisqu'IFRS 11 supprime la méthode de l'intégration proportionnelle applicable aux entités contrôlées conjointement :*
  - ⇒ *les partenariats qualifiés d'opérations conjointes car ils donnent des droits sur des actifs et des obligations au titre des passifs, sont comptabilisés à hauteur des quotes-parts d'actifs, de passifs, de produits et de charges contrôlées par le Groupe conformément à l'accord contractuel. Une opération conjointe peut être réalisée à travers un simple contrat ou à travers une entité juridique contrôlée conjointement ;*
  - ⇒ *les partenariats qualifiés de coentreprises, parce qu'ils donnent uniquement un droit sur l'actif net sont désormais consolidés selon la méthode de la mise en équivalence ;*
- IFRS 12 – Information à fournir sur les participations dans les autres entités :  
*Ce texte regroupe l'ensemble des informations à fournir lorsqu'une entité détient des participations dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées ou des entités structurées non consolidées, quel que soit le niveau de contrôle ou d'influence exercé sur l'entité ;*
- Amendements IFRS 10, 11 et 12 – dispositions transitoires :  
*Ces amendements apportent des clarifications aux dispositions transitoires de la Norme IFRS 10 et fournissent des allègements sur les informations comparatives à présenter en limitant les retraitements à la période précédente. En outre, concernant les informations à fournir pour les entités structurées non consolidées, les amendements suppriment l'obligation de présenter une information comparative pour les périodes précédentes à celle où la norme IFRS 12 est appliquée pour la première fois ;*
- Amendement IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers :  
*Cet amendement clarifie les règles de compensation ;*
- Amendement à IAS 36 – Informations à fournir sur la valeur non recouvrable des actifs non financiers :  
*Cet amendement concerne l'information à fournir sur le montant recouvrable des actifs dépréciés lorsque ce montant est basé sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie ;*
- Amendement IAS 39 – Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture :  
*Cet amendement traite de la possibilité de poursuivre la comptabilité de couverture dans la situation où un dérivé, qui a été désigné comme instrument de couverture fait l'objet d'une novation d'une contrepartie vers une contrepartie centrale suite à de nouvelles lois ou nouveaux règlements, si certaines conditions sont remplies (dans ce contexte, la novation d'un dérivé est la substitution à la contrepartie initiale du contrat d'une nouvelle contrepartie).*

A l'exception d'IFRS 11 dont les impacts sont explicités dans la note 1.4.3, ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les résultats et la situation financière du groupe.

### 1.3.2 Normes et interprétations non encore entrées en vigueur au sein de l'Union européenne

#### **Texte adopté par l'Union européenne**

- IFRIC 21– Droits ou taxes :  
*Ce texte précise que le fait générateur de la comptabilisation de la dette des taxes diverses, droits et autres prélèvements, qui ne sont pas dans le champ d'application de la norme IAS 12, dépend de termes de la législation y afférent, indépendamment de la période de l'assiette de calcul du prélèvement.*

L'Union européenne a fixé une date d'application obligatoire pour ce texte aux exercices ouverts au plus tard à compter du 17 juin 2014 (soit une application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour le Groupe) contre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 selon l'IASB.

#### **Textes non adoptés par l'Union européenne**

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, présentées ci-dessous sont applicables selon l'IASB aux dates suivantes :

- IFRS 9 – Instruments financiers : classifications et évaluations et amendements subséquents à IFRS 9 et IFRS 7 : date d'entrée en vigueur non connue à ce stade :  
*Il s'agit du premier des trois volets de la norme IFRS 9 "Instruments financiers" destinée à remplacer la norme IAS 39 "Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation". Cette première partie traite du classement et de l'évaluation des instruments financiers. Les effets de l'application de ce texte ne peuvent pas être analysés indépendamment des deux autres parties non encore publiées qui doivent adresser respectivement le sujet de la dépréciation des actifs financiers et celui de la comptabilité de couverture ;*
- IFRS 15 – Produits provenant des contrats avec les clients : applicable au 1er janvier 2017 :  
*La norme IFRS 15 remplace IAS 11 « Contrats de construction » et IAS 18 « Produits des activités ordinaires », ainsi que les interprétations correspondantes : IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier », IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et SIC 31 « Produit des activités ordinaires – opérations de troc portant sur des services de publicité ».*  
*Cette norme pose les principes de comptabilisation du chiffre d'affaires relatif aux contrats conclus avec des clients (sauf les contrats qui relèvent de normes spécifiques : les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers). Le principe de base est de comptabiliser le produit pour décrire le transfert de biens ou de services à un client, et ce pour un montant qui reflète le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie de ces biens ou services. Le normalisateur comptable a identifié cinq étapes pour la mise en œuvre de la norme :*
  - ⇒ Identification du (des) contrat(s) avec un client
  - ⇒ Identification des obligations de performance du contrat
  - ⇒ Détermination du prix de la transaction
  - ⇒ Affectation du prix de la transaction aux obligations de performance
  - ⇒ Comptabilisation du produit lorsqu'une obligation de performance est satisfaite

*La nouvelle norme se traduira également par une amélioration des informations à fournir en annexe, elle fournira un guide d'application pour les transactions qui n'étaient pas complètement traitées précédemment (par exemple, les produits de services et les modifications de contrat) et améliorera les dispositions d'application pour les contrats à éléments multiples ;*

- Amendements à IFRS 11 – Acquisition d’une participation dans une entreprise commune : applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2016 :

*L’amendement publié vient préciser la manière de comptabiliser les acquisitions d’intérêts dans une entreprise commune dont l’activité constitue une entreprise ("business") au sens d’IFRS 3 - Regroupements d’entreprises.*

*Pour ces acquisitions, une entité doit appliquer les principes comptables relatifs aux regroupements d’entreprises d’IFRS 3 ainsi que les autres IFRS qui ne sont pas en contradiction avec les dispositions d’IFRS 11. Elle doit également fournir en annexe l’information requise pour les regroupements d’entreprises. Ceci s’applique à la fois lors de l’acquisition initiale d’une participation et lors des acquisitions subséquentes. Dans un tel cas, il y a lieu:*

  - ⇒ *d’évaluer à leur juste valeur les actifs identifiables et les passifs,*
  - ⇒ *de comptabiliser les frais d’acquisition en charges sur la période au cours de laquelle ces frais ont été engagés et les services reçus,*
  - ⇒ *de comptabiliser les impôts différés générés par la comptabilisation initiale des actifs et passifs tels que requis par IFRS 3 et IAS 12 (Impôts sur le résultat) pour les regroupements d’entreprises (à l’exception des impôts différés résultant de la comptabilisation initiale du goodwill),*
  - ⇒ *de constater, le cas échéant, en goodwill l’excédent de la contrepartie transférée par rapport au solde net des montants, à la date d’acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris,*
  - ⇒ *de procéder a minima une fois par an à un test de dépréciation de l’unité génératrice de trésorerie à laquelle a été affecté le goodwill ;*
  
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 – clarification sur les modes d’amortissements acceptables : applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2016 :

*IAS 16 et IAS 38 posent toutes deux le principe suivant : la base d’amortissement correspond à la consommation des avantages économiques futurs d’un actif. L’IASB a précisé que l’utilisation d’une méthode d’amortissement fondée sur les revenus n’est pas appropriée, car les revenus générés par une activité qui inclut l’utilisation d’un actif reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques liés à cet actif.*

*L’IASB précise également que le revenu est, en général, présumé être une base inappropriée pour mesurer la consommation des avantages économiques liés à un actif incorporel. Cette présomption peut, cependant, être réfutée dans certaines circonstances limitées ;*
  
- Amendements IAS 19 – Contribution des membres du personnel : applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2014 :

*Cet amendement s’applique aux contributions des membres du personnel ou des tiers à des régimes à prestations définies. L’objectif de l’amendement est de simplifier la comptabilisation des contributions qui sont indépendantes du nombre d’années de service du membre du personnel, par exemple, les contributions des membres du personnel qui sont calculées en fonction d’un pourcentage fixe du salaire. Ces contributions peuvent être comptabilisées comme une réduction du coût des services rendus de la période pendant laquelle le service est rendu, au lieu d’être affectées aux périodes de services ;*
  
- Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2010-2012 et 2011-2013: applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2014 :

*L’IASB a publié en décembre 2013 les normes dites d’Améliorations des IFRS 2010-2012 et 2011-2013 dans le cadre de son processus annuel de révision et d’amélioration des normes. Les amendements principaux sont les suivants :*

  - ⇒ *IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » : clarification de la notion de « condition d’acquisition » ;*
  - ⇒ *IFRS 3 « Regroupements d’entreprises » : comptabilisation de la contrepartie conditionnelle lors d’un regroupement d’entreprises ;*
  - ⇒ *IFRS 8 « Secteurs opérationnels » : informations à fournir sur les critères de regroupements ainsi que sur la réconciliation du total des actifs par secteur présentés et celui de l’ensemble des actifs de l’entité ;*
  - ⇒ *IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » : clarification de la notion de juste valeur concernant les créances et les dettes à court terme ;*
  - ⇒ *IAS 16 « Immobilisations corporelles » et IAS 38 « Immobilisations incorporelles » : modalités d’application de la méthode de la réévaluation ;*

- ⇒ IAS 24 « Information relative aux parties liées » : clarification de la notion de prestations du personnel « clé » de direction ;
- ⇒ IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » : exclusion des joint-ventures du champ d'IFRS 3 ;
- ⇒ IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » : possibilité de compensation pour un portefeuille d'actifs et de passifs financiers ;
- ⇒ IAS 40 « Immeubles de placement » : clarification sur l'interaction entre IFRS 3 et IAS 40 pour savoir dans quelle mesure l'acquisition d'un immeuble peut être analysée comme un regroupement d'entreprises au sens d'IFRS 3.

Le Groupe n'a appliqué aucune de ces nouvelles normes ou amendements par anticipation et est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à leur première application, à l'exception de la norme IFRS 9 pour laquelle le Groupe est en attente de la sortie définitive et complète de la norme.

## 1.4 Etats financiers 2013 retraités

### 1.4.1 Application de la norme IFRS 11 « Partenariats »

Les différentes participations en contrôle conjoint ont été qualifiées de co-entreprises au sens d'IFRS 11, ce qui a entraîné la consolidation par mise en équivalence de l'exhaustivité des sociétés consolidées auparavant selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Les principales sociétés concernées sont Monoprix (impact sur le premier trimestre 2013 uniquement suite à la prise de contrôle à compter du 5 avril 2013), Geimex, Grupo Disco Uruguay et Distridyn.

Les impacts sur les états financiers consolidés au 1<sup>er</sup> janvier 2013, au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2013 sont détaillés en note 1.4.3.

### 1.4.2 Modifications de la juste valeur des actifs et des passifs acquis des prises de contrôle réalisées en 2013

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014, le Groupe a finalisé l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de diverses acquisitions réalisées en 2013 dont la principale est Monoprix (note 3.4), ce qui a conduit à retraiter les comptes au 30 juin 2013 et 31 décembre 2013 (note 1.4.3).

### 1.4.3 Impacts sur les états financiers consolidés

Les tableaux ci-dessous récapitulent les incidences sur le compte de résultat consolidé, le bilan consolidé et le tableau consolidé des flux de trésorerie, résultant :

- du changement de méthode lié à la première application de la norme IFRS 11 ;
- des modifications dans l'allocation du prix d'acquisition des prises de contrôle réalisées en 2013, et
- des autres retraitements suivants :
  - La disponibilité de certaines données opérationnelles complémentaires chez Cdiscount et Nova Pontocom a amené à effectuer un retraitement sur le chiffre d'affaires au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2013 respectivement de -13 et -18 millions d'euros (l'impact sur la marge étant négligeable).
  - Les revenus locatifs des galeries commerciales de GPA ont été reclassés de « coûts des ventes » en « chiffre d'affaires » pour 21 et 43 millions d'euros respectivement au 30 juin 2013 et 31 décembre 2013.

### 1.4.3.1 Impacts sur les principaux agrégats du compte de résultat consolidé

en millions d'euros	30 juin 2013 publié	Première application de la norme IFRS 11	Autres	30 juin 2013 retraité
Chiffre d'affaires	23 767	(650)	8	23 125
Résultat opérationnel courant	969	(36)	1	933
Résultat opérationnel	1 499	(32)	-	1 466
Résultat avant impôt	1 158	(33)	-	1 126
Quote-part de résultat net des entreprises associées	(2)	21	-	19
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>871</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>872</b>
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>594</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>595</i>
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>277</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>277</i>

en millions d'euros	31 décembre 2013 publié	Première application de la norme IFRS 11	Autres	31 décembre 2013 retraité
Chiffre d'affaires	48 645	(800)	25	47 870
Résultat opérationnel courant	2 363	(46)	-	2 317
Résultat opérationnel	2 625	(42)	-	2 582
Résultat avant impôt	1 905	(43)	-	1 863
Quote-part de résultat net des entreprises associées	21	27	-	47
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>1 523</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 523</b>
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>851</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>851</i>
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>672</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>672</i>

### 1.4.3.2 Impacts sur les principaux agrégats du bilan consolidé

en millions d'euros	31 décembre 2013 publié	Première application de la norme IFRS 11	Ajustements liés aux PPA (* )	Autres	31 décembre 2013 retraité
Actifs non courants	27 704	35	(2)	-	27 737
Actifs courants	13 464	(226)	(3)	11	13 246
<b>Total actifs</b>	<b>41 168</b>	<b>(191)</b>	<b>(5)</b>	<b>11</b>	<b>40 983</b>
Capitaux propres	15 426	(1)	-	-	15 425
Passifs non courants	11 492	(3)	(5)	-	11 483
Passifs courants	14 250	(187)	-	11	14 074
<b>Total passifs</b>	<b>41 168</b>	<b>(191)</b>	<b>(5)</b>	<b>11</b>	<b>40 983</b>

(\*) Les principaux ajustements liés aux PPA sont présentés en note 3

en millions d'euros	1 <sup>er</sup> janvier 2013 publié	Première application de la norme IFRS 11	1 <sup>er</sup> janvier 2013 retraité
Actifs non courants	27 081	(480)	26 601
Actifs courants	15 990	(519)	15 471
<b>Total actifs</b>	<b>43 071</b>	<b>(999)</b>	<b>42 072</b>
Capitaux propres	15 201	(1)	15 200
Passifs non courants	12 634	(118)	12 515
Passifs courants	15 237	(880)	14 356
<b>Total passifs</b>	<b>43 071</b>	<b>(999)</b>	<b>42 072</b>

### 1.4.3.3 Impacts sur les principaux agrégats du tableau consolidé des flux de trésorerie

en millions d'euros	30 juin 2013 publié	Première application de la norme IFRS 11	30 juin 2013 retraité
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	132	6	<b>138</b>
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(2 412)	(225)	<b>(2 637)</b>
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(650)	(0)	<b>(651)</b>
Incidences des variations monétaires sur la trésorerie	(190)	2	<b>(188)</b>
Trésorerie nette d'ouverture	5 799	98	<b>5 898</b>
Trésorerie nette de clôture	2 883	(119)	<b>2 764</b>

en millions d'euros	31 décembre 2013 publié	Première application de la norme IFRS 11	31 décembre 2013 retraité
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	3 144	(13)	<b>3 132</b>
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(3 248)	(207)	<b>(3 454)</b>
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	16	(6)	<b>10</b>
Incidences des variations monétaires sur la trésorerie	(682)	4	<b>(679)</b>
Trésorerie nette d'ouverture	5 799	98	<b>5 898</b>
Trésorerie nette de clôture	5 233	(124)	<b>5 110</b>

## 1.5 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers consolidés clos le 31 décembre 2013.

Les principaux jugements et estimations de la période portent sur :

- l'échange obligataire (note 2.2).
- la détermination des justes valeurs des actifs et passifs identifiables liés aux prises de contrôle 2013 de Monoprix (note 3.4) ;
- les dépréciations des actifs non courants et goodwill (note 10) ;
- les impôts différés actifs.

## Note 2 Faits marquants

### 2.1 Evolution du périmètre de consolidation

Les principales évolutions de périmètre au cours du 1er semestre 2014 sont :

- L'exercice de l'option d'achat portant sur les actions préférentielles de GPA (note 3.1) ;
- Sous-groupe Franprix – Leader Price : prise de contrôle de Mutant Distribution (note 3.2.1) et prise de participation complémentaire de 49% dans le groupe Volta 10 (note 3.2.2) ;
- L'acquisition de la totalité des intérêts ne donnant pas le contrôle de Monshowroom (note 3.3).

## 2.2 Autres faits marquants

### ▪ Conclusion d'un accord avec le groupe Super Inter

Le 8 février 2014, Exito a signé un contrat d'acquisition et de gestion des 50 magasins de l'enseigne colombienne Super Inter. Exito fera l'acquisition de 19 magasins au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2014 pour un montant de 107 millions de dollars US (78 millions d'euros) et conclura un contrat de location-gérance sur les 31 autres magasins, sur lesquels Exito dispose d'une option d'achat exerçable à partir de 2015 pour un montant fixe de 134 millions de dollars US (98 millions d'euros) (assorti d'un complément de prix assis sur le chiffre d'affaires de ces magasins pour un maximum de 48 millions de dollars US soit 35 millions d'euros). La transaction sera financée par la trésorerie d'Exito.

Créé en 1992, Super Inter est une chaîne indépendante implantée dans la région de Cali et la région du Café, et a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires de 425 millions de dollars US.

La finalisation de la transaction est conditionnée à l'approbation des Autorités de la concurrence colombiennes qui devrait être obtenue au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 et est donc sans incidences sur les comptes consolidés 2014.

### ▪ Echange obligataire

Le 21 février 2014, le Groupe a procédé à une émission obligataire de 900 millions d'euros d'une maturité de 10 ans et rémunérée à 3,248%.

A cette occasion, 214 et 336 millions d'euros des obligations venant respectivement à échéance en avril 2016 (coupon de 4,47%) et février 2017 (coupon de 4,38%) ont été échangés, portant leur nominal respectivement à 386 et 552 millions d'euros.

Cette opération a été traitée comme un prolongement de dettes financières compte tenu de la nature non substantielle des modifications des termes contractuels. L'impact de l'échange d'obligations (601 millions d'euros) constitue ainsi un ajustement de la valeur comptable de l'emprunt obligataire 2024 et sera amorti actuariellement sur la durée résiduelle du passif ainsi modifié. Ce traitement comptable s'applique également aux primes, frais d'émission non amortis et attachés aux lignes obligataires échangées et tous les coûts supportés au titre de l'échange (commissions, frais, prime d'échange) qui s'amortiront jusqu'en 2024 pour 73 millions d'euros. De même, l'incidence du débouclage des couvertures attachées aux dettes initiales (7 millions d'euros) sera amortie sur la durée de la nouvelle dette.

### ▪ Signature d'une ligne de crédit

Le 28 février 2014, le Groupe a annoncé la signature d'une ligne de crédit syndiquée à 5 ans pour un montant de 1,2 milliard d'euros auprès d'un groupe de 18 banques, en remplacement d'une ligne existante de même montant. Casino bénéficie par ailleurs de deux options d'extension d'un an qui restent soumises à l'accord des banques.

### ▪ Création d'un pôle e-commerce et constitution de la nouvelle entité Cnova

Le Groupe a annoncé le lancement début 2014 de trois nouveaux sites sous la marque Cdiscount en Thaïlande, au Vietnam et en Colombie ainsi qu'un partenariat avec le groupe Bolloré pour le développement d'une plateforme e-commerce en Afrique.

Le 4 juin 2014, les conseils d'administration de Casino, GPA, Via Varejo et Exito ont approuvé les principales modalités de la création d'un pôle e-commerce de référence à l'échelle mondiale, principalement composé de Cdiscount (France, Thaïlande, Vietnam, Colombie, Cote d'Ivoire) et Novapontocom (Brésil), regroupé sous la nouvelle entité de droit néerlandais Cnova. La réorganisation juridique sera finalisée au cours de l'été 2014.

Une demande d'enregistrement a été déposée en vue d'une cotation éventuelle sur le marché américain.

L'impact dans les comptes semestriels est constitué des coûts liés à cette opération comptabilisés en réduction des capitaux propres pour un montant total de 7 millions d'euros net d'impôt au 30 juin 2014 et pour 19 millions d'euros en charge de l'exercice. Par ailleurs, le Groupe a révisé son information sectorielle afin de refléter les évolutions du Groupe (note 5).

- **Conclusion d'un accord d'exclusivité avec les Coopérateurs de Normandie-Picardie et Mutant Distribution portant sur l'acquisition de 63 magasins**

Le groupe Casino a signé le 30 juin 2014 avec les Coopérateurs de Normandie-Picardie et Mutant Distribution une promesse d'achat portant sur l'acquisition de 63 magasins exploités sous enseignes « Mutant Express, Point Coop, C. Express et Le Mutant », en contrepartie d'un engagement d'exclusivité. Cette opération permettrait de développer le réseau de proximité du Groupe dans la région Normandie-Picardie. Le chiffre d'affaires cumulé des 63 magasins s'élevait en 2013 à 37 millions d'euros TTC.

## Note 3 Opérations de périmètre

### 3.1 Evolution du pourcentage d'intérêt dans GPA

- **Exercice de l'option d'achat**

Le 4 avril 2014, Casino a acquis 8 907 123 actions préférentielles de la société GPA après exercice d'une option d'achat souscrite en juillet 2012.

Le montant décaissé pour cette acquisition s'élève à 330 millions d'euros (note 4.3) entraînant un impact sur les capitaux propres Part du Groupe de -16 millions d'euros.

- **Exercice des stocks options**

L'exercice de stocks options de GPA sur le semestre a un impact sur les capitaux propres Part du Groupe de -5 millions d'euros.

Ces deux opérations portent l'intérêt de Casino dans GPA à 41,34% au 30 juin 2014 (38,07% au 31 décembre 2013).

### 3.2 Opérations du sous-groupe Franprix – Leader Price

#### 3.2.1 Le Mutant

Le 28 octobre 2013, Leader Price a signé un accord avec Mutant Distribution, filiale du groupe les Coopérateurs de Normandie-Picardie portant sur l'acquisition de 46 magasins, principalement dans le sud-ouest de la France, et l'établissement d'un partenariat d'affiliation avec l'enseigne Leader Price à travers un contrat de licence de marque et d'approvisionnement portant sur près de 90 magasins en Normandie-Picardie. Les magasins étant exploités sous l'enseigne discount « Le Mutant ».

Après l'obtention de l'accord de l'Autorité de la concurrence, le groupe Franprix – Leader Price a pris le contrôle des 46 magasins Le Mutant en date du 8 mars 2014. Le montant décaissé pour cette acquisition s'élève à 32 millions d'euros et a généré un goodwill provisoire de 20 millions d'euros.

Les frais d'acquisition de ce sous-groupe s'élèvent à 2 millions d'euros et ont été comptabilisées en « autres charges opérationnelles » (dont 1 million d'euros sur l'exercice 2013).

La contribution des activités du sous-groupe Le Mutant au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt du groupe Casino pour la période du 8 mars 2014 au 30 juin 2014 est respectivement de 24 et -5 millions d'euros. Si cette acquisition avait été réalisée dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la contribution additionnelle au chiffre d'affaires aurait été de 13 millions d'euros et celle au résultat net avant impôt non significative.

#### 3.2.2 Volta 10

Le 1<sup>er</sup> octobre 2013, le groupe Volta 10, filiale de Franprix – Leader Price exploitant 17 magasins, a été placé sous tutelle judiciaire. Un administrateur judiciaire a ainsi été nommé afin de gérer la filiale et prendre l'ensemble des décisions stratégiques. Tenant compte de cette situation, Volta 10 a été déconsolidée et comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence.

En date du 15 mars 2014, Franprix – Leader Price a racheté la participation de son partenaire pour un montant de 2 millions d'euros portant ainsi son pourcentage de détention à 100%. Bien que le Groupe détienne 100% de cette entité, le Groupe a maintenu la comptabilisation selon la méthode de mise en équivalence, le mandat de l'administrateur judiciaire étant toujours en cours au 30 juin 2014. La valeur des

titres mis en équivalence compte tenu des événements du semestre a été réduite de 3 millions d'euros (reconnus en autres charges opérationnelles – note 7).

Le 9 juillet 2014, le tribunal a mis un terme au placement sous tutelle judiciaire, ce qui donne de facto le contrôle de Volta 10 à Franprix – Leader Price à cette même date.

### 3.2.3 Autres prises de contrôle

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014, Franprix - Leader Price a pris le contrôle de diverses sociétés qui exploitent 13 magasins sous enseignes Franprix et Leader Price. Le montant décaissé pour ces acquisitions s'élève à 18 millions d'euros et a généré un goodwill provisoire de 16 millions d'euros. Si ces acquisitions avaient été réalisées dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la contribution au chiffre d'affaires et au résultat net auraient été respectivement de 10 et -1 millions d'euros.

### 3.3 Monshowroom

La mise à jour de la juste valeur des actifs et passifs identifiables a principalement conduit à réévaluer la marque pour 6 millions d'euros et les relations clients pour 1 million d'euros. Le goodwill définitif de Monshowroom est ainsi de 22 millions d'euros.

Par ailleurs, Cdiscount Group (anciennement Casino Entreprise) a racheté la totalité de la part des intérêts ne donnant pas le contrôle liée à l'activité Monshowroom en mai 2014 pour 6 millions d'euros entraînant un impact sur les capitaux propres de 4 millions d'euros. Un complément de prix d'un montant maximum de 1 million d'euros pourra être versé fin 2014 selon le respect de certaines conditions.

### 3.4 Prise de contrôle de Monoprix en 2013

A la date de prise de contrôle, le 5 avril 2013, la juste valeur attribuée aux actifs et passifs identifiables de Monoprix a été déterminée par un expert indépendant et se résume ainsi :

en millions d'euros	Juste valeur au 5 avril 2013
Immobilisations incorporelles	940
Immobilisations corporelles	1 613
Autres actifs non courants	22
Actifs d'impôts différés	8
Stocks	325
Créances clients	34
Créances d'impôt courant	7
Autres actifs	139
Trésorerie et équivalent de trésorerie	106
Actifs détenus en vue de la vente	12
<b>Actifs</b>	<b>3 207</b>
Provisions non courantes	86
Passifs financiers non courants	2
Autres dettes non courantes	1
Passifs d'impôts différés	614
Provisions courantes	7
Passifs financiers courants	620
Fournisseurs	443
Autres dettes courantes	327
<b>Passifs</b>	<b>2 100</b>
<b>Actifs et passifs identifiables à 100%, nets (A)</b>	<b>1 107</b>
<b>Juste valeur de la quote-part antérieurement détenue de 50% (B)</b>	<b>1 175</b>
<b>Prix d'acquisition de 50% de Monoprix (C)</b>	<b>1 176</b>
<b>Goodwill (B+C-A)</b>	<b>1 244</b>

L'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiables conduit à la constatation d'un goodwill de 1 244 millions d'euros soit une augmentation de 16 millions d'euros par rapport à la valeur provisoire présentée dans les comptes consolidés clos le 31 décembre 2013. Cette variation résulte de la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition qui a porté principalement sur les actifs immobiliers.

Ces modifications ont donc conduit à retraiter les comptes consolidés clos le 31 décembre 2013 (Note 1.4.3).

## Note 4 Complément d'information lié au tableau de flux de trésorerie

### 4.1 Variation du BFR liée à l'activité

en millions d'euros	30 juin 2014	30 juin 2013 retraité
Stocks de marchandises	(125)	(66)
Stocks de promotion immobilière	(21)	(30)
Fournisseurs	(994)	(743)
Créances clients et comptes rattachés	66	176
Créances liées aux activités de crédit	4	(5)
Financement des activités de crédit	(38)	(13)
Autres créances / dettes	(530)	(416)
<b>Variation du BFR liée à l'activité</b>	<b>(1 639)</b>	<b>(1 099)</b>

### 4.2 Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle

en millions d'euros	30 juin 2014	30 juin 2013 retraité
Montant payé pour les prises de contrôle	(69)	(1 288)
Disponibilités / (découverts bancaires) liés aux prises de contrôle	2	(507)
Montant reçu pour les pertes de contrôle	10	-
(Disponibilités) / découverts bancaires liés aux pertes de contrôle	(1)	-
Incidences du processus de perte de contrôle de Mercialys	-	(207)
<b>Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle</b>	<b>(58)</b>	<b>(2 003)</b>

Au 30 juin 2014, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résulte principalement des prises de contrôle par le sous-groupe Franprix – Leader Price de 46 magasins Le Mutant à hauteur de 32 millions d'euros (note 3.2.1) et de diverses autres sociétés à hauteur de 18 millions d'euros (note 3.2.3).

Au 30 juin 2013, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résultait principalement de la prise de contrôle de Monoprix à hauteur de -1 688 millions d'euros et des prises de contrôle réalisées par le sous-groupe Franprix – Leader Price pour un montant global de -94 millions d'euros.

### 4.3 Incidence sur la trésorerie des opérations avec les intérêts ne donnant pas le contrôle

en millions d'euros	30 juin 2014	30 juin 2013
Exercice de l'option d'achat GPA (note 3.1)	(330)	-
Sous-groupe Franprix – Leader Price (Distri Sud-Ouest, Cafige, Figeac et Cogefisd)	-	(83)
Monshowroom (note 3.3)	(6)	-
Autres	(8)	15
<b>Incidence sur la trésorerie des opérations avec les intérêts ne donnant pas le contrôle</b>	<b>(344)</b>	<b>(68)</b>

## Note 5 Information sectorielle et par zone géographique

### 5.1 Indicateurs clés par secteur opérationnel

En liaison avec la création d'un pôle e-commerce et la constitution de la nouvelle entité Cnova, le Groupe a revu les secteurs à présenter comme suit :

- **France Retail** : secteur qui regroupe toutes les activités de distribution en France (principalement les enseignes Casino, Monoprix, Franprix-Leader Price et Vindémia)
- **Latam Retail** : secteur qui regroupe toutes les activités de distribution alimentaire en Amérique Latine (principalement les enseignes des groupes GPA – enseignes alimentaires, Exito et Libertad),
- **Latam Electronics** : secteur qui regroupe toutes les activités de distribution non alimentaire au Brésil (enseignes du groupe Viavarejo : Casas Bahia et Ponto Frio),
- **Asie** : secteur qui regroupe toutes les activités de distribution en Asie (enseignes des groupes Big C Thaïlande et Big C Vietnam),
- **E-commerce** : secteur qui regroupe l'activité de la nouvelle entité Cnova (Cdiscount, ses sites verticaux et internationaux et Nova Pontocom au Brésil),
- **Autres**.

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	Latam Electronics	Asie	E-commerce	Autres	30 juin 2014
<b>Chiffre d'affaires externe</b>	9 248	7 305	3 477	1 692	1 526	-	<b>23 248</b>
<b>Résultat opérationnel courant (i)</b>	165	342	276	107	(9)	(1)	<b>880</b>

en millions d'euros	France Retail	Latam Retail	Latam Electronics	Asie	E-commerce	Autres (ii)	30 juin 2013 retraité
<b>Chiffre d'affaires externe</b>	8 398	7 703	3 843	1 828	1 290	64	<b>23 125</b>
<b>Résultat opérationnel courant (i)</b>	165	344	244	114	(9)	75	<b>933</b>

(i) Conformément à IFRS 8 « Secteurs Opérationnels », l'information par secteur opérationnel est établie sur la base du reporting interne et inclut notamment l'affectation des frais de holding à l'ensemble des Business Unit du Groupe

(ii) Concerne essentiellement Mercialis jusqu'au 21 juin 2013

### 5.2 Indicateurs clés par zone géographique

en millions d'euros	France	Amérique latine	Asie	Autres secteurs	30 juin 2014
<b>Chiffre d'affaires externe</b>	9 927	11 627	1 694	-	<b>23 248</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	153	624	105	(1)	<b>880</b>

en millions d'euros	France	Amérique latine	Asie	Autres secteurs	30 juin 2013 retraité
<b>Chiffre d'affaires externe</b>	9 077	12 220	1 828	-	<b>23 125</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	227	592	114	-	<b>933</b>

en millions d'euros	France	Amérique latine	Asie	Autres secteurs	Total
<b>Actifs non courants au 30 juin 2014 (i)</b>	12 230	12 799	2 026	53	<b>27 107</b>
<b>Actifs non courants au 31 décembre 2013 retraité (i)</b>	12 086	11 873	1 983	50	<b>25 992</b>

(i) Les actifs non courants comprennent les goodwills, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les participations dans les entreprises associées ainsi que les charges constatées d'avance long terme

## Note 6 Informations sur le résultat opérationnel courant

### 6.1 Saisonnalité de l'activité

Les opérations présentent une faible saisonnalité. La répartition du chiffre d'affaires à taux de change constants et périmètre comparable constatée en 2013 s'établit à 49% au premier semestre contre 51% au second semestre.

### 6.2 Nature de charges par fonction

en millions d'euros	Coûts logistiques (*)	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2014
Frais de personnel	(304)	(1 888)	(444)	(2 636)
Autres charges	(533)	(2 015)	(242)	(2 789)
Dotations aux amortissements	(30)	(352)	(91)	(473)
<b>Total</b>	<b>(866)</b>	<b>(4 254)</b>	<b>(777)</b>	<b>(5 898)</b>

(\*) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

en millions d'euros	Coûts logistiques (*)	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	30 juin 2013 retraité
Frais de personnel	(282)	(1 875)	(475)	(2 631)
Autres charges	(476)	(1 980)	(295)	(2 751)
Dotations aux amortissements	(26)	(337)	(110)	(473)
<b>Total</b>	<b>(784)</b>	<b>(4 192)</b>	<b>(880)</b>	<b>(5 855)</b>

(\*) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues »

## Note 7 Autres produits et charges opérationnels

en millions d'euros	30 juin 2014	30 juin 2013 retraité
<b>Total des Autres Produits Opérationnels</b>	<b>98</b>	<b>805</b>
<b>Total des Autres Charges Opérationnelles</b>	<b>(273)</b>	<b>(272)</b>
	<b>(174)</b>	<b>533</b>
<b>Détail par nature:</b>		
<b>Résultat de cession d'actifs non courants</b>	<b>(1)</b>	<b>59</b>
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>(173)</b>	<b>475</b>
Provisions et charges pour restructurations (i)	(72)	(41)
Provisions et charges pour litiges et risques (ii)	(36)	(58)
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre (iii)	(52)	624
Pertes nettes de valeur des actifs (iv)	(11)	(25)
Autres	(2)	(25)
<b>Total autres produits et charges opérationnels nets</b>	<b>(174)</b>	<b>533</b>

(i) Cette charge de restructuration au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2014 concerne les secteurs France Retail et GPA pour respectivement 42 et 16 millions d'euros. Au 1<sup>er</sup> semestre 2013, elle concernait les secteurs de France Retail et GPA à hauteur respectivement de 19 et 15 millions d'euros

(ii) Les provisions et charges pour litiges et risques concernent le Brésil à hauteur de 20 millions d'euros. Au 1<sup>er</sup> semestre 2013, les provisions et charges pour litiges concernant GPA s'élevaient à 36 millions d'euros

(iii) La charge de 52 millions d'euros constatée au 1<sup>er</sup> semestre 2014 résulte essentiellement des frais liés à des opérations de périmètre de GPA (14 millions d'euros), aux frais liés à l'introduction en bourse de Cnova (19 millions d'euros) et aux dépenses de prises de contrôle dans le sous-groupe Franprix – Leader Price (6 millions d'euros). Au 1<sup>er</sup> semestre 2013, le produit de 624 millions d'euros résultait essentiellement de la perte de contrôle de Mercialis (548 millions d'euros) et de la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue de Monoprix (142 millions d'euros) compensés partiellement par des frais pour un montant total de 65 millions d'euros liés principalement aux opérations de périmètre de GPA (31 millions d'euros) et de Monoprix (18 millions d'euros)

(iv) La perte de valeur enregistrée au 30 juin 2014 porte principalement sur les magasins Viavarejo en relation avec la décision de l'Autorité de la concurrence Brésilienne (5 millions d'euros) et la participation dans Volta 10 pour 3 millions d'euros (note 3.2). La perte de valeur enregistrée au 30 juin 2013 concernait principalement des actifs immobiliers du secteur France Retail et des goodwill attachés au sous-secteur Franprix – Leader Price pour 9 millions d'euros chacun

## Note 8 Résultat financier

### 8.1 Coût de l'endettement financier net

en millions d'euros	30 juin 2014	30 juin 2013 retraité
Résultat de cession des équivalents de trésorerie	-	-
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	92	87
<b>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</b>	<b>92</b>	<b>87</b>
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture	(398)	(391)
Charges financières de location financement	(5)	(6)
<b>Coût de l'endettement financier brut</b>	<b>(403)</b>	<b>(397)</b>
<b>Total du coût de l'endettement financier net</b>	<b>(311)</b>	<b>(310)</b>

### 8.2 Autres produits et charges financiers

en millions d'euros	30 juin 2014	30 juin 2013 retraité
Produits financiers de participation	-	-
Gains de change (hors opérations de financement)	14	23
Produits d'actualisation et de désactualisation	1	1
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture (*)	30	15
Autres produits financiers	48	45
<b>Produits financiers</b>	<b>93</b>	<b>83</b>
Pertes de change (hors opérations de financement)	(9)	(27)
Charges d'actualisation et de désactualisation	(9)	(8)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture (*)	-	(27)
Variation négative de juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur	-	(2)
Autres charges financières	(44)	(50)
<b>Charges financières</b>	<b>(62)</b>	<b>(114)</b>
<b>Total autres produits et charges financiers</b>	<b>32</b>	<b>(31)</b>

(\*) En juin 2014, le produit de 30 millions d'euros reflète principalement la variation de valeur des TRS BIG C Thaïlande (10 millions d'euros) et GPA (9 millions d'euros) ainsi que du forward GPA (9 millions d'euros). Au cours du semestre, les maturités des TRS GPA et BIG C ont été portées respectivement à juillet 2017 et juillet 2016. Au 30 juin 2013, la charge nette de 12 millions d'euros reflétait principalement la variation de valeur des TRS BIG C Thaïlande et de GPA, du forward GPA et des options d'achat portant sur des actions préférentielles de GPA. Suite à une modification des prix d'entrée des TRS BIG C Thaïlande et GPA et du forward GPA au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice précédent, le Groupe avait encaissé un produit de 93 millions d'euros

## Note 9 Charge d'impôt

Au titre du semestre clos le 30 juin 2014, le taux d'impôt effectif s'élève à 35% à comparer à 24,2% au 30 juin 2013. La preuve d'impôt se présente ainsi :

En montant d'impôt et % du résultat avant impôt des sociétés intégrées	30 juin 2014		30 juin 2013 retraité	
<b>Résultat avant impôt et mises en équivalence</b>	<b>427</b>		<b>1 126</b>	
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>147</b>	<b>34,43%</b>	<b>388</b>	<b>34,43%</b>
Effet de l'imposition des filiales étrangères	(34)	-8%	(37)	-3,3%
France – impact taux à 36,10% pour 2013 et 38% pour 2014	(5)	-1,1%	1	0,1%
Quote-part de résultat de Mercialys non imposée	-	-	(36)	-3,2%
Résultat des réévaluations des intérêts antérieurement détenus dans le cadre d'opérations de prise ou perte de contrôle et cession de titres	-	-	(237)	-21,1%
Reconnaissance de produits d'impôts sur les déficits fiscaux et les autres différences temporelles déductibles non antérieurement reconnus	12	2,7%	2	0,1%
Non-imposition du CICE (*)	(16)	-3,7%	(11)	-1,0%
Non déductibilité des charges financières	12	2,9%	6	0,6%
Contribution additionnelle 3% distribution de dividendes	11	2,5%	10	0,9%
Différence temporaire sur la valeur des titres Mercialys conservés	-	-	151	13,4%
Fiscalisation résultat mise en équivalence Mercialys (entité SIIC)	6	1,3%	-	-
Taux d'impôt réduit sur cession de titres Mercialys 2012	-	-	20	1,8%
Crédits d'impôts	(1)	-0,3%	(2)	-0,2%
CVAE nette d'impôt	19	4,4%	16	1,4%
Taxe sur équité (Colombie)	5	1,2%	5	0,5%
Amortissement fiscal de goodwill	(8)	-2%	(10)	-0,9%
Fiscalisation cession d'actifs immobiliers à Mercialys	17	4%	-	-
Intérêts sur ORA	(5)	-1,1%	-	-
Coupons TSSDI	(9)	-2,1%	-	-
Autres	(1)	-0,2%	8	0,7%
<b>Charge et taux effectif d'imposition</b>	<b>149</b>	<b>35,0%</b>	<b>273</b>	<b>24,2%</b>

(\*) La 3ème loi de finances rectificative 2012 en France a instauré un Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), correspondant à un crédit d'impôt (remboursable au bout de 3 ans) de 4% assis sur les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 (le taux est porté à 6% à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014). Le Groupe reconnaît ce produit de CICE en réduction des charges de personnel

## Note 10 Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles, et immeubles de placement

Au cours du premier semestre 2014, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, et d'immeubles de placement s'élèvent à 654 millions d'euros contre 715 millions d'euros lors de la même période en 2013.

Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2014 des indices de perte de valeur, tels que définis dans l'annexe aux comptes consolidés 2013, relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Certaines Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) présentaient des indicateurs de perte de valeur et des tests de dépréciation ont par conséquent été effectués. Ces tests n'ont pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2014.

S'agissant des goodwill, les tests effectués sur les UGT goodwill présentant des indices de perte de valeur ont porté sur Franprix Leader Price et sur Casino Restauration et n'ont pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2014. Concernant Franprix Leader Price, les importants efforts de réduction de prix chez Leader Price ont conduit le Groupe à mettre à jour le test de dépréciation. Le test réalisé n'a pas mis en évidence la nécessité de constater une perte de valeur au 30 juin 2014. Une augmentation de 100 pb du taux d'actualisation (qui a été retenu à 5,5% pour réaliser la mise jour du test) ou une diminution de 100 pb du taux attendu d'Ebitda à terme ferait ressortir une valeur d'utilité égale à la valeur nette comptable.

## Note 11 Participations dans les entreprises associées

en millions d'euros	Ouverture (1)	Perte de valeur	Quote-part de résultat de la période	Distribution des dividendes	Variation périmètre et change	Clôture (1)
<b>Variations sur l'exercice 2013</b>						
Banque du Groupe Casino	82	-	1	-	-	83
Entreprises associées du groupe GPA	102	-	16	(5)	(19)	95
Entreprises associées du groupe Franprix- Leader Price	57	(6)	(9)	-	(16)	27
Grupo Disco Uruguay	130	-	17	(7)	(18)	122
Geimex	44	-	4	-	(1)	47
Monshowroom.com	17	-	-	-	(17)	-
Monoprix	1 021	-	10	-	(1 031)	-
Mercialys (2)	1	-	12	(49)	597	561
Autres	10	-	(4)	-	-	7
<b>Total</b>	<b>1 464</b>	<b>(6)</b>	<b>47</b>	<b>(61)</b>	<b>(504)</b>	<b>941</b>
<b>Variations sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014</b>						
Banque du Groupe Casino	83	-	(1)	-	-	82
Entreprises associées du groupe GPA	95	-	16	-	9	120
Entreprises associées du groupe Franprix- Leader Price	27	-	(10)	-	8	25
Grupo Disco Uruguay	122	-	7	(7)	(7)	115
Geimex	47	-	1	-	-	48
Mercialys (3)	561	-	16	(30)	(36)	511
Autres	7	-	1	-	-	7
<b>Total</b>	<b>941</b>	<b>-</b>	<b>30</b>	<b>(38)</b>	<b>(26)</b>	<b>908</b>

(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de la norme IFRS 11 (note 1.4.3)

(2) Depuis le 21 juin 2013, date de perte de contrôle, Mercialys est consolidée selon la méthode de mise en équivalence

(3) La variation négative de 36 millions d'euros résulte de la neutralisation de la plus-value dégagée lors des échanges d'actifs immobiliers entre Casino et Mercialys à la hauteur de la quote-part détenue dans cette entité (note 21)

## Note 12 Trésorerie nette

L'agrégat « trésorerie nette » se décompose de la manière suivante :

en millions d'euros	30 juin 2014	31 décembre 2013 retraité
Equivalents de trésorerie	2 413	3 263
Trésorerie	1 559	2 037
<b>Trésorerie brute</b>	<b>3 972</b>	<b>5 300</b>
Concours bancaires courants	(251)	(190)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>3 721</b>	<b>5 110</b>

## DECOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS AVEC IMPLICATION CONTINUE

Le Groupe procède à des mobilisations de créances auprès d'institutions financières. Généralement, ces cessions satisfont aux critères de décomptabilisation d'actifs financiers d'IAS 39 dont les principes sont exposés dans la note 1.4.13.8 de l'annexe aux comptes consolidés 2013. Le risque de dilution attaché aux créances mobilisées initialement enregistrées au bilan (risque d'annulation de la créance pour cause d'avoirs émis ou de paiements par compensation) est considéré comme inexistant. Il s'agit en pratique essentiellement de créances relatives à des factures émises au titre de prestations rendues en application du contrat liant le Groupe aux fournisseurs concernés et tenant compte du niveau d'activité réalisé avec ces derniers. Les autres risques et avantages attachés à ces créances ont été transférés au cessionnaire. En conséquence, la quasi-totalité des risques et avantages existants à la date de clôture ayant été transférée au cessionnaire, ces créances sont décomptabilisées du bilan.

Certaines filiales restent en charge du recouvrement des créances cédées. En contrepartie de cette prestation, ces dernières perçoivent une rémunération dans le cadre d'un mandat de délégation ; cette rémunération est considérée comme non significative à la clôture de l'exercice.

Le montant des créances mobilisées avec implication continue au titre du premier semestre au niveau du Groupe s'élève à 398 millions d'euros. Le coût net attaché à ces mobilisations s'élève à 1 million d'euros.

Au 30 juin 2014, la trésorerie du Groupe inclut 149 millions d'euros de créances mobilisées avec implication continue (178 millions d'euros au 31 décembre 2013).

## DECOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS SANS IMPLICATION CONTINUE

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014, GPA a effectué des cessions de créances pour un montant cumulé de 4 785 millions d'euros envers des établissements financiers (institutions de cartes bancaires ou banques) sans recours ou sans obligations attachées (voir note 23.1 de l'annexe aux comptes consolidés 2013).

### Note 13 Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente se décomposent ainsi :

en millions d'euros	30 juin 2014	31 décembre 2013 retraité
Actifs de Franprix – Leader Price (*)	16	58
Actifs de GPA	9	14
Actifs de Monoprix (*)	9	12
Actifs de DCF (*)	5	5
Actifs immobiliers du sous-groupe Actifs Magasins	3	3
<b>Actifs détenus en vue de la vente</b>	<b>42</b>	<b>92</b>

(\*) Dans le cadre de la prise de contrôle de Monoprix au 5 avril 2013 et de l'avis de l'autorité de la concurrence, le Groupe s'est engagé dans un processus de cession de 58 magasins compris dans le secteur France Retail. A ceci s'ajoute 3 magasins à céder dans le cadre de la prise de contrôle des 46 magasins Le Mutant (note 3.2.1). Au 30 juin 2014, 45 magasins restent à céder

## Note 14 Capitaux propres

### 14.1 Eléments sur capital social

Au 30 juin 2014, le capital social s'élève à 173 149 511 euros contre 173 051 921 euros au 31 décembre 2013. Le capital social est composé de 113 169 615 actions ordinaires émises et entièrement libérées au 30 juin 2014. Les actions ordinaires ont une valeur nominale de 1,53 euros.

#### Actions ordinaires émises et entièrement libérées (en nombre)

	2014	2013
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>113 105 831</b>	<b>112 674 236</b>
Levées d'option	63 685	132 775
Création d'actions ordinaires suite à attribution gratuite	-	235 630
Création d'actions ordinaires suite à fusions/absorptions de sociétés	99	209
<b>Au 30 juin</b>	<b>113 169 615</b>	<b>113 042 850</b>

### 14.2 Détail des intérêts ne donnant pas le contrôle

en millions d'euros	GPA	Exito	Big C Thaïlande	Monoprix	Autres	Total
<b>1<sup>er</sup> janvier 2014 retraité</b>	<b>5 590</b>	<b>1 327</b>	<b>352</b>	<b>420</b>	<b>61</b>	<b>7 750</b>
<i>% de détention des intérêts ne donnant pas le contrôle (i)</i>	<i>61,9%</i>	<i>45,2%</i>	<i>41,4%</i>	<i>(ii)</i>		
Résultat net	163	32	30	-	7	232
Autres éléments du résultat global au titre de la période	531	46	8	-	(9)	576
Dividendes versés / à verser	(6)	(44)	(20)	-	(16)	(86)
Dividendes reçus	-	3	-	-	12	15
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (iii)	(288)	16	-	-	(8)	(280)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	8	-	-	-	-	8
<b>30 juin 2014</b>	<b>5 999</b>	<b>1 380</b>	<b>370</b>	<b>420</b>	<b>46</b>	<b>8 215</b>
<i>% de détention des intérêts ne donnant pas le contrôle (i)</i>	<i>58,7%</i>	<i>45,2%</i>	<i>41,4%</i>	<i>(ii)</i>		

(i) Les pourcentages de détention des intérêts ne donnant pas le contrôle mentionnés dans ce tableau ne comprennent pas les propres intérêts ne donnant pas le contrôle des sous-groupes

(ii) Depuis avril 2013, Monoprix est consolidé par intégration globale à 100%. Les 420 millions d'euros d'intérêts ne donnant pas le contrôle correspondent au montant net de frais et d'impôt de l'émission d'obligations remboursables en actions de préférence Monoprix du 27 décembre 2013, au profit de CACIB

(iii) La diminution de 288 millions d'euros de GPA résulte principalement des opérations décrites à la note 3.1

## Note 15 Distributions de dividendes

L'Assemblée générale des actionnaires du 6 mai 2014, a décidé la mise en distribution, au titre de l'exercice 2013, d'un dividende d'un montant de 3,12 euros par action ordinaire payé en numéraire. Le montant comptabilisé en moins des capitaux propres s'élève à 353 millions d'euros.

Les dividendes versés aux porteurs de TSSDI se sont élevés à 19 millions d'euros sur la période (au 30 juin 2013 : 9 millions d'euros). Le montant comptabilisé en moins des capitaux propres s'élève à 26 millions d'euros.

## Note 16 Provisions

### DECOMPOSITION ET VARIATIONS

en millions d'euros	1 <sup>er</sup> janvier 2014 retraité	Dotations 1 <sup>er</sup> semestre 2014	Reprises 1 <sup>er</sup> semestre 2014	Variation de périmètre	Variation de change	Autres	30 juin 2014
Service après-vente	5	1	(5)	-	-	-	1
Retraite	241	8	(6)	-	1	7	250
Médaille du travail	30	1	-	-	-	-	31
Prime pour services rendus	12	1	-	-	-	-	13
Litiges divers	55	8	(18)	1	-	-	46
Divers risques et charges	816	127	(76)	1	57	8	933
Restructurations	18	5	(4)	-	-	(1)	19
<b>Total provisions</b>	<b>1 177</b>	<b>151</b>	<b>(109)</b>	<b>1</b>	<b>58</b>	<b>15</b>	<b>1 292</b>
<i>dont courant</i>	<i>214</i>	<i>144</i>	<i>(102)</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>(64)</i>	<i>194</i>
<i>dont non courant</i>	<i>963</i>	<i>7</i>	<i>(8)</i>	<i>-</i>	<i>58</i>	<i>78</i>	<i>1 098</i>

Les provisions pour litiges, risques et charges divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), immobilière (litiges sur travaux, loyers contestés, éviction de locataires...), fiscale ou économique (contrefaçons...).

De manière plus spécifique, les divers risques et charges s'élèvent à 933 millions d'euros et comprennent principalement les provisions relatives à GPA (voir tableau ci-dessous).

en millions d'euros	Litiges PIS / Cofins / CPMF (*)	Autres litiges fiscaux	Litiges salariaux	Litiges civils et autres	Total
<b>30 juin 2014</b>	159	369	148	75	751
<b>31 décembre 2013 retraité</b>	147	332	102	59	640

(\*) TVA et taxes assimilées

## Note 17 Emprunts, dettes et passifs financiers

### 17.1 Dette financière nette

en millions d'euros	30 juin 2014			31 décembre 2013 retraité		
	Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires	6 484	1 376	7 860	7 085	881	7 967
Autres emprunts et dettes financières	1 450	2 644	4 095	1 300	1 622	2 923
Location financement	72	20	92	68	29	97
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle	33	30	63	42	33	75
Dérivés passifs de couverture de juste valeur	11	5	17	20	11	31
<b>Dettes financières brutes</b>	<b>8 051</b>	<b>4 076</b>	<b>12 126</b>	<b>8 515</b>	<b>2 577</b>	<b>11 093</b>
Dérivés actifs de couverture de juste valeur	(241)	(77)	(318)	(102)	(189)	(291)
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	(3 972)	(3 972)	-	(5 300)	(5 300)
<b>Trésorerie active et autres actifs financiers</b>	<b>(241)</b>	<b>(4 049)</b>	<b>(4 290)</b>	<b>(102)</b>	<b>(5 489)</b>	<b>(5 591)</b>
<b>DETTE FINANCIERE NETTE</b>	<b>7 810</b>	<b>27</b>	<b>7 836</b>	<b>8 414</b>	<b>(2 912)</b>	<b>5 502</b>

### 17.2 Variation des dettes financières

en millions d'euros	30 juin 2014	31 décembre 2013 retraité
<i>Emprunts et dettes financières à l'ouverture</i>	11 093	11 868
<i>Dérivés actifs de couverture de juste valeur</i>	(291)	(385)
<b>Dettes financières à l'ouverture (y compris instruments de couverture)</b>	<b>10 802</b>	<b>11 483</b>
Nouveaux emprunts (i)	1 945	1 833
Remboursements (principal et intérêt) (ii)	(1 113)	(2 462)
Variation juste valeur des emprunts couverts	6	-
Ecart de conversion	177	(543)
Variation de périmètre (iii)	2	929
Variation des dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle	(11)	(439)
Autres	-	-
<b>Dettes financières à la clôture (y compris instruments de couverture)</b>	<b>11 808</b>	<b>10 802</b>
<i>Emprunts et dettes financières à la clôture</i>	12 126	11 093
<i>Dérivés actifs de couverture de juste valeur</i>	(318)	(291)

- (i) Les nouveaux emprunts comprennent principalement les opérations décrites ci-après : (a) l'échange obligataire décrit dans la note 2.2 conduisant à une augmentation nette de 299 millions d'euros, (b) la variation nette de billets de trésorerie court terme pour 567 millions d'euros et (c) le tirage de la ligne de crédit syndiquée décrite dans la note 2.2 à hauteur de 550 millions d'euros et d'autres lignes pour un montant total de 200 millions d'euros
- (ii) Les remboursements d'emprunts sont liés principalement à Casino, Guichard –Perrachon et GPA pour respectivement 574 et 413 millions d'euros
- (iii) En 2013, l'incidence de variation de périmètre résultait essentiellement de Franprix – Leader Price et la prise de contrôle de Monoprix pour respectivement 301 et 622 millions d'euros

## Note 18 Juste valeur des instruments financiers

Ci-dessous, les tableaux présentent une comparaison de la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs consolidés, autres que ceux dont les valeurs comptables correspondent à des approximations raisonnables des justes valeurs tels que les créances clients, les dettes fournisseurs, la trésorerie et équivalents de trésorerie, les concours bancaires.

30 juin 2014 en millions d'euros	Hiérarchie des justes valeurs				
	Valeur comptable	Juste valeur	Prix du marché = niveau 1	Modèles avec paramètres observables = niveau 2	Modèles avec paramètres non observables = niveau 3
<b>Actifs</b>	<b>373</b>	<b>373</b>	-	<b>318</b>	<b>55</b>
Actifs Financiers disponibles à la vente (i)	55	55	-	-	55
Dérivés actifs de couverture (courants non courants) de juste valeur (ii)	318	318	-	318	-
Autres dérivés actifs	-	-	-	-	-
<b>Passifs</b>	<b>12 156</b>	<b>12 827</b>	<b>8 515</b>	<b>4 249</b>	<b>63</b>
Dérivés passifs de couverture (courants non courants) de juste valeur (ii)	17	17	-	17	-
Autres dérivés passifs (ii)	122	122	-	122	-
Puts sur intérêts ne donnant pas le contrôle (iii)	63	63	-	-	63
Emprunts obligataires (iv)	7 860	8 515	8 515	-	-
Autres emprunts (v)	4 095	4 110	-	4 110	-

31 décembre 2013 retraité en millions d'euros	Hiérarchie des justes valeurs				
	Valeur comptable	Juste Valeur	Prix du marché = niveau 1	Modèles avec paramètres observables = niveau 2	Modèles avec paramètres non observables = niveau 3
<b>Actifs</b>	<b>345</b>	<b>345</b>	-	<b>291</b>	<b>55</b>
Actifs Financiers disponibles à la vente (i)	55	55	-	-	55
Dérivés actifs de couverture (courants non courants) de juste valeur (ii)	291	291	-	291	-
Autres dérivés actifs	-	-	-	-	-
<b>Passifs</b>	<b>11 179</b>	<b>11 613</b>	<b>8 375</b>	<b>3 163</b>	<b>75</b>
Dérivés passifs de couverture (courants non courants) de juste valeur (ii)	31	31	-	31	-
Autres dérivés passifs (ii)	184	184	-	184	-
Puts sur intérêts ne donnant pas le contrôle (iii)	75	75	-	-	75
Emprunts obligataires (iv)	7 967	8 375	8 375	-	-
Autres emprunts (v)	2 923	2 947	-	2 947	-

- (i) La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente est généralement déterminée en utilisant les techniques d'évaluation usuelles. Les actifs financiers disponibles à la vente, pour lesquels une juste valeur n'a pu être déterminée de manière fiable, ne sont pas présentés dans cette note
- (ii) Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment la courbe des taux) et la qualité de contrepartie
- (iii) La juste valeur relatives aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle est déterminée en appliquant les formules de calcul du contrat et sont, le cas échéant, actualisés ; ces formules sont considérées comme représentatives de la juste valeur qui utilisent notamment des multiples d'EBITDA
- (iv) La valeur de marché a été déterminée pour les emprunts obligataires cotés sur la base du dernier cours de bourse à la date de clôture
- (v) La juste valeur des autres emprunts a été déterminée sur la base d'autres méthodes de valorisation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie en tenant compte du risque de crédit du Groupe et des conditions de taux d'intérêt à la date de clôture

## Note 19 Engagements hors bilan liés aux opérations exceptionnelles

Les montants des engagements donnés s'élèvent à 440 millions d'euros au 30 juin 2014 et 380 millions d'euros au 31 décembre 2013. La hausse s'explique notamment par les honoraires liés au projet de cotation de la nouvelle entité Cnova.

## Note 20 Passifs éventuels

Les passifs éventuels portent essentiellement sur le groupe GPA ; ces derniers se résument comme suit :

en millions d'euros	30 juin 2014	31 décembre 2013
INSS (cotisations sociales patronales liées au régime de protection sociale)	97	87
IRPJ - IRRF et CSLL (impôts sur les bénéfices)	449	398
PIS, COFINS et CPMF (TVA et taxes assimilées)	362	302
ISS, IPTU et ITBI (impôt sur les services, impôt sur la propriété immobilière urbaine et impôt sur les opérations immobilières)	121	96
ICMS (TVA)	1 221	995
Litiges salariaux	196	164
Litiges civils	180	209
<b>Total</b>	<b>2 626</b>	<b>2 251</b>

## Note 21 Parties liées

La société Casino, Guichard-Perrachon est contrôlée par la société Rallye, elle-même détenue par Foncière Euris. Au 30 juin 2014, le groupe Rallye détient 48,38% du capital de Casino, Guichard-Perrachon et 59,54% des droits de vote.

Le groupe Casino bénéficie du conseil de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle une convention de conseil et d'assistance en matière stratégique a été conclue en 2003.

Sur le mois de juin 2014, le groupe Casino a réalisé avec Mercialys un certain nombre d'opérations patrimoniales en ayant notamment recours à des échanges d'actifs. Dans le cadre de ces échanges, le Groupe a cédé 5 actifs immobiliers pour un montant de 164 millions d'euros et a acquis 5 actifs immobiliers pour un montant de 169 millions d'euros. Ces opérations se traduiront par un effet net négatif sur la trésorerie du Groupe de 5 millions d'euros (dont 12 millions d'euros décaissés à fin juin 2014).

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2013 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

La principale opération du semestre entre l'ensemble des sociétés consolidées du groupe Casino et le groupe Rallye a été le versement du dividende au titre de l'exercice 2013 pour un montant de 171 millions d'euros.

## Note 22 Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement n'est intervenu entre la date de clôture et le 28 juillet 2014, date d'arrêt des comptes consolidés semestriels par le Conseil d'administration et d'autorisation de leur communication.

## **Attestation du Responsable du rapport financier semestriel**

---

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 28 juillet 2014

Jean-Charles NAOURI  
Président-Directeur général

**ERNST & YOUNG ET AUTRES**  
Tour Oxygène  
10/12 boulevard Marius Vivier Merle  
69393 LYON CEDEX 03

**DELOITTE & ASSOCIES**  
185 avenue Charles de Gaulle  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

## **CASINO, GUICHARD-PERRACHON**

Société Anonyme  
1 Esplanade de France  
42000 SAINT-ETIENNE

---

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2013**

---

## **CASINO, GUICHARD-PERRACHON**

Société Anonyme  
1 Esplanade de France  
42000 SAINT-ETIENNE

---

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2014**

---

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CASINO, GUICHARD-PERRACHON, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **I. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1.4.1 et 1.4.3 de l'annexe aux comptes consolidés relatives à la première application de la norme IFRS 11 « Partenariats ».

## **II. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon et Neuilly-sur-Seine, le 28 juillet 2014

Les Commissaires aux Comptes

**ERNST & YOUNG ET AUTRES**

**DELOITTE & ASSOCIES**

Daniel MARY-DAUPHIN

Antoine de RIEDMATTEN

Gérard BADIN